

Pour aller plus loin : les origines de la crise

LA CRISE MONÉTAIRE : L'ÉCONOMIE MONDIALE AU BORD DE LA CATASTROPHE (1972)	2
VA-T-ON VERS UNE CRISE GÉNÉRALISÉE DU SYSTÈME CAPITALISTE ? (1974)	14
LA CRISE DE L'ÉCONOMIE CAPITALISTE (1975)	21
L'ÉCONOMIE CAPITALISTE EN CRISE : LE SYSTÈME FINANCIER ET MONÉTAIRE VERS LA BANQUEROUTE (1982)	28
REPRISE AMÉRICAINE... SUR LE DOS DU RESTANT DU MONDE ? (1983)	36
LA CRISE ÉCONOMIQUE (1993)	45
ENGELS, EXTRAIT DES PRINCIPES DU COMMUNISME (1847)	48
TROTSKY, EXTRAITS DU PROGRAMME DE TRANSITION (1938)	50

La crise de 1973 a été précédée d'une profonde crise monétaire. Un an après que les États-Unis eurent décidé de mettre fin, en août 1971, à la convertibilité du dollar en or, la revue Lutte de Classe faisait le point sur la nouvelle crise et ses conséquences probables, en expliquant, au passage, quelques aspects de la politique monétaire des États.

La crise monétaire : l'économie mondiale au bord de la catastrophe

Depuis un quart de siècle, les thuriféraires de la société bourgeoise vivent sur un mythe : l'économie capitaliste serait parvenue à maîtriser ses crises. Les moyens existeraient désormais d'éviter que la vie économique soit rythmée par des fluctuations cycliques incontrôlables, qu'à des périodes d'expansion succèdent d'inévitables périodes de récession, que la croissance fiévreuse de la production débouche sur l'effondrement des ventes et, par suite, sur le ralentissement de la production, l'arrêt des investissements, l'inutilisation d'une fraction considérable des capacités productives de la société, le chômage massif et la misère pour les classes travailleuses. Autrement dit, l'économie pourrait se développer d'une façon harmonieuse sur une base capitaliste.

Et cependant, avec les craquements inquiétants du système monétaire international, le vieux fantôme de la crise ressurgit et hante de nouveau le cauchemar même de ceux qui croyaient l'avoir exorcisé.

Serait-elle un phénomène accidentel, que la crise monétaire actuelle serait de toute façon l'illustration évidente de l'incapacité de l'économie capitaliste à assurer une croissance harmonieuse et sans menace d'effondrements. Mais elle n'est pas un phénomène accidentel, marginal, dans une économie par ailleurs débarrassée des crises cycliques : elle est la conclusion inévitable de l'évolution économique des dernières années, la facture de tous les remèdes utilisés par les États bourgeois pour tenter de juguler les fluctuations cycliques.

La crise monétaire est peut-être la forme que revêtira la prochaine crise économique mondiale dans sa phase initiale. Elle est en tous cas l'expression de l'incapacité de l'économie capitaliste à se passer de la seule forme de régulation qui soit la sienne : la crise économique.

Des crises du siècle passé à celles du siècle présent

L'équilibre de l'économie capitaliste ne peut être atteint qu'à une double condition. D'une part, puisque dans cette économie on produit pour vendre, il faut que la production globale s'établisse au niveau de la demande solvable. D'autre part, il faut qu'entre les diverses branches de l'économie, et essentiellement entre celles du secteur qui fabrique des moyens de production et de celui qui fabrique les biens de consommation, le développement respecte une proportionnalité et une série de relations complexes difficiles à satisfaire.

Or, l'économie n'obéit à aucun plan d'ensemble ; la production est réalisée par un grand nombre de producteurs individuels, agissant séparément les uns des autres, sans aucun autre contrôle social que celui exercé après coup, c'est-à-dire après la réalisation de la production, par le marché. Ce trait fondamental, le capitalisme l'a gardé par delà toutes les transformations qui l'ont affecté au long d'une évolution qui l'a conduit de la libre concurrence aux monopoles.

La recherche du maximum de profit individuel, non seulement sans aucune coordination, mais précisément les uns au détriment des autres, qui est le propre d'un tel mode de production, exclut toute harmonisation préalable. Les équilibres indispensables ne pouvant pas s'établir avant la production, s'imposent après, sur le marché. Si la tendance du capital à accroître la production pour accroître le profit capitaliste a fait que la production a dépassé la demande solvable, les ventes s'effondrent, et une période de ralentissement succède à l'activité productive fiévreuse et aveugle. La production capitaliste s'ajuste ainsi au niveau des besoins solvables de la société par des oscillations, tantôt dépassant ce niveau, tantôt tombant jusqu'à une interruption presque totale.

L'équilibre précaire entre le secteur des moyens de production et le secteur produisant des articles de consommation, est nécessairement rompu par le fait même de l'accroissement de la production qui caractérise une période d'expansion. L'élargissement de la production se traduit par une croissance de la composition organique du capital, par un renouvellement massif et une extension du capital fixe, autrement dit, par une demande soutenue adressée par tous les capitalistes au secteur produisant des moyens de production (machines, usines, équipements, etc...). Ce secteur s'accroît beaucoup plus rapidement que celui qui produit des articles de consommation. L'équilibre est rompu en faveur du premier secteur. Mais dès que le renouvellement et l'extension du capital fixe sont terminés, dès que l'équipement des capitalistes est achevé, le secteur qui fabrique des moyens de production ne trouve plus d'acheteurs, il se retrouve en état de surproduction, donnant le point de départ de la crise. Ainsi, la marche cyclique de l'économie est rythmée par la période de renouvellement du capital fixe dans l'économie.

L'histoire de l'économie capitaliste tout au long du XIXe siècle, avait été ponctuée par des crises qui se succédaient avec une régularité remarquable tous les dix-onze ans environ.

Si la nécessité impérieuse de crises pour rétablir périodiquement les équilibres économiques rompus découle de la nature même de

la production capitaliste, la forme de ces crises, leur périodicité, leur caractère plus ou moins étendu, sont liés aux conditions concrètes de l'économie à la période où se produit la crise.

Au XIXe siècle, et essentiellement dans sa première partie, où la domination du capital se limitait à un nombre relativement restreint de pays les crises n'affectèrent naturellement que ce même nombre limité de pays. Parfois ensemble, mais souvent même séparément. Les crises gardaient un caractère essentiellement national.

Par ailleurs, dans ces pays mêmes, le tissu économique était infiniment moins complexe qu'aujourd'hui, la vie économique et ses fluctuations étaient dominées par un nombre également restreint de branches importantes comme la sidérurgie et, en connexion, les chemins de fer, comme encore le textile et les diverses branches qui fournissaient à ce dernier ses matières premières (coton, laine, etc...).

Une crise de surproduction sur n'importe lequel de ces divers marchés était immédiatement perceptible et, étant donné le poids spécifique relativement important de chacun par rapport à l'ensemble, la crise prenait rapidement un caractère général. Tantôt déclenchées par la mévente du coton, tantôt par un effondrement des valeurs du chemin de fer, les crises, en se généralisant, finissaient par mettre les quelques grandes branches dominantes à peu près au même diapason, de sorte que leurs cycles apparaissaient pratiquement concomitants. Ainsi, ponctués par des crises de surproduction qui apparaissaient clairement comme telles, les cycles économiques se succédaient régulièrement, à un rythme plus ou moins commun de renouvellement du capital fixe de l'ordre d'une dizaine d'années.

La profonde nécessité des crises en économie capitaliste n'implique nullement que cette nécessité se concrétise sous une forme immuable depuis la révolution industrielle et l'âge d'or du capitalisme libéral.

L'économie évolue dans le sens d'une complexité croissante. La multiplication extraordinaire des branches et, en particulier, de

celles qui produisent des moyens de production, diminue le poids spécifique de chacune et, par suite, l'effet des variations cycliques de chacune sur l'ensemble de l'économie.

Le rythme de renouvellement du capital fixe qui est à la base des cycles, s'est modifié. Pour des raisons techniques d'une part : la durée de construction d'une usine, la mise en place d'un équipement, la fabrication de machines, sont considérablement réduites dans un très grand nombre de branches. Mais aussi parce que l'usure technologique est plus rapide, parce que des possibilités de financement nouvelles facilitent les renouvellements nécessités, etc...

A cette tendance générale à la réduction du rythme de renouvellement du capital fixe, l'augmentation du nombre des branches ajoute la diversification. De ce fait, la crise dans une branche ne prend pas ipso facto l'allure d'une crise générale. En revanche, lorsque la crise se généralise à toutes les branches, elle est infiniment plus profonde, plus étendue et plus catastrophique qu'au siècle passé.

Le crédit a connu une croissance considérable et, avec cette croissance, il permet plus largement encore que jamais d'entretenir une animation industrielle artificielle, alors même que la crise de surproduction est déjà potentiellement ouverte. Ce rôle croissant du crédit, comme celui de la monnaie-papier à cours forcé (avec les possibilités de manipulations monétaires qu'elle ouvre) ont donné à la spéculation un champ d'action toujours plus vaste, de moins en moins lié à l'activité productive réelle, de plus en plus étranger à toute rationalité.

Enfin et surtout, le théâtre des faits et méfaits du capital s'est élargi à l'échelle du globe. Là où il y avait des pays, il y a des continents entiers, là où il y avait des capitaines d'industrie, il y a des trusts puissants. Le jeu des lois de l'économie se déroule à une toute autre échelle qu'au début du XIXe siècle – et ses conséquences désastreuses également.

Tous ces phénomènes contribuent à donner aux vieilles crises du capitalisme une allure toute nouvelle. La crise de 1929, la plus terrible que l'économie capitaliste ait connue

– et qu'il a connue à l'échelle du monde entier – n'était déjà plus une crise de surproduction «classique».

Que ceux dont c'est le rôle de dépeindre le système bourgeois sous des couleurs idylliques, s'évertuent à dégager de cet incessant renouvellement des formes sous lesquelles les crises apparaissent, de quoi alimenter le conte d'un capitalisme harmonieux, est une chose. Mais les capitalistes vivent moins que quiconque de légendes, fussent-elles conformes à leurs vœux les plus chers. Qu'elle se manifeste au travers d'une crise de surproduction, d'un krach boursier, d'un effondrement monétaire, ou sous la forme plus bénigne d'une récession, la douloureuse régulation de l'économie capitaliste se traduit pour la plupart de ses profiteurs, par un ralentissement des affaires et, donc, par la réduction du profit. Et contre l'hydre aux mille têtes et aux mille visages de la crise, les capitalistes ne peuvent plus se passer de l'archange protecteur, l'État.

L'État, outre ses puissants moyens économique-politiques, possède dans son comportement économique la vertu exceptionnelle de ne pas obéir aux mêmes lois qui s'imposent à chaque capitaliste particulier : il ne recherche pas le maximum de profits pour lui-même, il tente d'intervenir pour permettre à l'économie capitaliste dans son ensemble de survivre.

Aux encenseurs attardés des «sains mécanismes de l'économie capitaliste» d'ânonner la fière devise «laisser faire» de la bourgeoisie montante – au demeurant, même à cette époque révolue, cette dernière était moins fière dans son comportement envers le soutien étatique que ne le proclamait la devise – les capitalistes, avec infiniment plus de sens pratique, comptent absolument sur l'État pour suppléer la demande défailante afin de permettre au capital de fonctionner.

Keynes, qui fit sa fortune d'économiste célèbre en théorisant la nécessité de l'intervention économique constante de l'État au service de la bourgeoisie, affirmait sans ambages que cette intervention était indispensable en tant «qu'un unique moyen pratique d'éviter la destruction complète des formes économiques existantes, comme la condition

du bon fonctionnement de l'initiative individuelle».

Et, pour remplir cette noble mission, à l'État de se débrouiller pour trouver les fonds nécessaires. Les impôts, bien sûr, pour transférer des poches des exploités de quoi aider les industriels. Mais aussi, et depuis plus d'un demi-siècle, de manière croissante, les manipulations monétaires.

Les manipulations monétaires de l'État au service du capital

L'intervention de l'État dans la vie économique en faveur de la bourgeoisie n'est certes pas chose nouvelle, pas plus que ne l'est la pratique des manipulations monétaires pour combler les trous dans le trésor de l'État. Mais l'invention et la généralisation des billets de banque fut en quelque sorte la «révolution industrielle» dans cette très particulière et très lucrative activité économique de l'État qu'est la fabrication de la fausse monnaie légale. Elle ouvrit des perspectives autrement plus vastes que le procédé artisanal, familier aux rois de France – et d'ailleurs – consistant à rogner les bordures des pièces d'or, seules en usage.

Innocent certificat d'or à ses débuts, le billet de banque commença néanmoins sa fulgurante carrière au milieu des premières banqueroutes, des premières crises monétaires. L'institut d'émission émettant plus de billets qu'il n'avait d'or, tout en s'engageant à échanger contre de l'or chaque billet présenté, le système ne pouvait fonctionner sans accroc qu'à condition qu'un nombre important de détenteurs de billets ne réclame pas en même temps leur remboursement. Déjà, un des traits essentiels du système se dessinait : à la valeur intrinsèque de l'or, comme produit renfermant du travail humain, se substituait cette chose versatile qu'est la confiance. Le cours forcé des billets, c'est-à-dire le refus légal de leur conversion en or – expédient provisoire à l'origine, le temps de rétablir la confiance ou de se procurer des ressources – a enfin donné au système de monnaie-papier sa physionomie définitive.

L'État avait désormais le moyen de fabriquer lui-même, techniquement parlant à volonté, de quoi payer ses déficits – du moins à l'intérieur de ses frontières. Mais si tout État peut imposer à l'intérieur de ses frontières le cours forcé et exclusif des billets de banque qu'il émet, aucun n'est assez puissant par contre pour empêcher que, en cas de perte de confiance, chacun cherche à se débarrasser au plus vite de ses billets contre de la marchandise. En imposant le cours forcé de billets dépréciés, les États ont découvert la fuite massive devant la monnaie, la hausse permanente plus ou moins rapide des prix, l'inflation.

Au cours de la première guerre mondiale, tant de billets avaient été mis en circulation pour financer les fantastiques dépenses guerrières des États, qu'il ne fut désormais plus possible de résorber cette masse de billets au taux d'avant et donc de revenir à la convertibilité d'antan en réservant le cours forcé aux cas de force majeure. Les États qui, comme la Grande-Bretagne par exemple, tentèrent de revenir après la guerre à une forme atténuée de convertibilité au taux d'avant la guerre, finirent par faire faillite et par compromettre sérieusement leur commerce international. D'exception, le cours forcé est devenu la règle.

En tout état de cause d'ailleurs, et indépendamment de la résorption des déficits des années de guerre financés par la planche à billets, tous les États auront besoin d'avoir recours, de façon cette fois permanente, à l'émission de billets inflationnistes pour financer leurs dépenses croissantes d'entre les deux guerres. Dépenses occasionnées par la reconstruction des destructions pour les uns, par les réparations à payer pour les autres, par la course frénétique à l'armement pour tous et, lorsque la crise de 29 aura éclaté et la grande dépression commencé, par le financement des tentatives, entreprises par tous les États, de l'Allemagne hitlérienne aux U.S.A. de Roosevelt, de relancer l'économie capitaliste par une intervention étatique massive.

Le recours aux caisses de l'État, quitte à creuser un déficit budgétaire alimentant l'inflation, est devenu pratique courante, mieux, ouvertement proclamée et théoriquement justifiée. Là encore, c'est Keynes qui théorisa entre les deux guerres une pratique

que les États capitalistes poursuivaient déjà sans avoir besoin de justification théorique : pour relancer les affaires des capitalistes en période de dépression au simplement de difficultés économiques, l'État ne doit pas reculer devant le déficit budgétaire. L'inflation est acceptable si elle est la contre-partie de dépenses étatiques susceptibles d'offrir des débouchés aux capitalistes, d'autant, ajoutait-il avec cynisme, qu'elle permet de procéder à la réduction des salaires réels, indispensable pour inciter les capitalistes à la reprise et qu'elle le permet de façon plus habile, sans toucher aux salaires nominaux.

En contrepartie effectivement de l'aide accordée par tous les États à leurs capitalistes, l'économie bourgeoise est entrée dans l'ère de l'inflation permanente. Les prix, qui étaient à peu près stables pendant tout le siècle qui a précédé la Première Guerre mondiale, entreprirent une ascension qui, lente par moments, frénétique à d'autres, n'a jamais cessé depuis. L'inflation, dès l'abord internationale par son étendue, mais multiforme par son rythme et par sa gravité d'un pays à l'autre, aura fait surgir une source supplémentaire de déséquilibre et de crises dans l'économie capitaliste, par ses conséquences graves sur le financement des échanges internationaux. Et cela, précisément, dans une période où la division du travail croissante à l'échelle internationale dans un cadre capitaliste, imposait le développement du commerce international.

Il était donc dans les possibilités de chaque État d'imposer le cours forcé de ses billets sur le territoire national, en tant que moyen de paiement national, mais d'aucun d'entre eux de le faire dans les relations entre États, en tant que moyen de paiement international. La seule monnaie qui savait besoin de rien pour avoir une valeur universellement reconnue et à l'abri des tripatouillages étatiques, était l'or.

Certes, l'or n'a jamais été l'unique moyen pour financer les échanges internationaux capitalistes ; la livre sterling, par exemple, monnaie de la nation économiquement dominante de la période du capitalisme montant et de l'impérialisme à ses débuts, y contribua pour une large part. Cependant, tant que pour les

principales nations industrielles la monnaie était convertible, et donc que l'or était à la fois monnaie nationale (ne fut-ce que par billet convertible interposé) et monnaie internationale, tant que les devises s'échangeaient à taux fixe défini en or, le système monétaire international était unifié et homogène.

Cette époque prit définitivement fin après la première guerre mondiale. L'ère des «systèmes monétaires» totalement artificiels, laborieusement échafaudés entre monnaies-papier dépréciées, toutes inconvertibles en or à l'intérieur, et dont quelques-unes seulement – les devises clé – étaient convertibles en or sur le marché international commençait.

Or, l'importance du rapport officiel de conversion des monnaies les unes dans les autres (leur taux de change) était considérable en matière de commerce international. Un pays où l'inflation était plus forte que dans un autre, alors que le taux auquel leurs monnaies respectives s'échangeaient demeurait stable, était défavorisé. Le prix de ses produits augmentait plus rapidement, ils étaient moins concurrentiels sur le marché international. Outre le handicap direct que cela représentait pour les capitalistes nationaux, une telle situation, en se perpétuant, se traduisait pour l'État concerné par un déséquilibre permanent de ses paiements extérieurs – vendant de moins en moins à l'extérieur, du fait de la chute croissante de ses produits, achetant de plus en plus, du fait du prix relativement plus bas des produits étrangers, ses réserves de moyens de paiement acceptés sur le marché international, or ou devises momentanément fortes, diminuaient constamment, jusqu'au jour où il se décidait à officialiser le changement de fait intervenu dans le rapport de sa monnaie avec les autres, en changeant le taux de change, en dévaluant.

Même à supposer que la dévaluation – ou l'opération symétrique de réévaluation – ait momentanément rétabli un rapport correct entre les monnaies, le rythme nécessairement différent de l'inflation remettait aussitôt en marche le mouvement, menaçait l'équilibre instantané difficilement acquis.

Les dévaluations successives – comme d'éventuelles mesures protectionnistes desti-

nées à les éviter –perturbaient périodiquement les échanges internationaux. Elles engendraient une spéculation massive sur d'éventuels changements de parité ; spéculation qui, par les déplacements massifs de capitaux d'un pays à l'autre qu'elle entraînait, pouvait en elle-même devenir une cause de déficit pour l'État contre lequel elle jouait et être donc, elle-même, à l'origine de dévaluations.

Ainsi donc, même si, par une hypothèse absurde, une monnaie pouvait ne pas être inflationniste, elle subirait nécessairement les conséquences de l'inflation des autres.

De surcroît, tous les pays dont la monnaie n'était pas convertible en or, pas même sur le marché international – et c'était le cas de la plupart d'entre eux – détenaient dans leurs réserves des devises dites fortes. En l'occurrence, entre les deux guerres, des dollars et des livres sterling qui, soit dit en passant, se livraient à une concurrence sans merci, à l'image de la lutte que menaient l'impérialisme américain montant et l'impérialisme anglais sur le déclin pour la domination économique du monde. En tous cas, la fait que la stabilité de la plupart des monnaies était basée non seulement sur l'or, mais aussi sur ces devises les mettait à la merci de ces dernières. Indépendamment de leurs propres difficultés, elles payaient celles de ces devises. L'écroulement de la livre sterling en 1931, puis celui du dollar peu après, sonnait le glas du système monétaire international mis en place après la première guerre mondiale.

Cet écroulement monétaire était à la fois cause et conséquence de la grande dépression des années trente. Faute d'un système monétaire à peu près stable, les échanges internationaux baissèrent dans des proportions impressionnantes (25 % en volume et 60 % en valeur, entre 1929 et 1932). Il y avait là comme une préfiguration de la menace présente. Les États s'entourèrent de barrières protectionnistes, renforcèrent l'autarcie, prolongeant et aggravant la dépression. Les grandes puissances coloniales renforçaient la surexploitation de leurs colonies pour s'en sortir, d'autres s'engageaient sur la voie de la

conquête militaire de marchés, sur le chemin de la guerre.

Le système de Bretton Woods

Ce que l'on présentait, au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, comme le début d'une ère nouvelle – et que l'on continua à présenter ainsi pendant une vingtaine d'années – n'était qu'une nouvelle tentative pour résoudre la quadrature du cercle : créer un système monétaire international capable d'assurer le développement du commerce mondial.

La plupart des pays engagés sortaient de la guerre avec une monnaie effondrée, comme bien d'autres choses. La monnaie-papier était à tel point déconsidérée même dans les relations entre ressortissants d'un même État, à tel point fuie au profit de n'importe quelle marchandise, que seul le rationnement assurait un minimum de subsistance vitale à ceux qui n'avaient pas les moyens de surpayer leurs achats. Dans les relations internationales, face à un énorme besoin d'échanges les moyens de paiement mutuellement acceptés faisaient défaut. Dans tous les pays ruinés par la guerre l'or était une denrée rare – la majeure partie du stock d'or mondial était monopolisée par les États-Unis. Les différents pays européens notamment paraient au plus pressé en instituant un véritable système de troc international bipartite d'abord, puis tripartite, laborieusement négocié, destiné à échanger marchandises contre marchandises, en se passant de monnaie. Il était vital pour l'économie capitaliste de sortir de cette situation. Elle s'en sortira sous l'égide des États-Unis, seule grande puissance économique sortie renforcée de la guerre, avec une économie puissante capable d'offrir n'importe quelle marchandise, et dont la monnaie, le dollar, avait précisément la vertu d'ouvrir ce marché à quiconque en possédait.

Les circonstances avaient fait du dollar la monnaie de paiement international qui était acceptée et recherchée par tout le monde, à défaut de cet or qui dormait dans les caves de Fort Knox. L'accord de Bretton Woods en

1944 officialisera un état de fait. De cette conférence et de quelques autres accords ou engagements unilatéraux sortit le système monétaire qui est en train de s'effondrer un quart de siècle après.

Comme on le sait, les accords de Bretton Woods sont basés sur les règles suivantes. En principe, le système repose sur l'or par rapport auquel sont définies les unités monétaires nationales. Les États sont donc censés garder en réserve de l'or pour régler leur déficit éventuel envers des États créanciers. Mais le fait que le dollar soit la monnaie de l'État de loin le plus puissant, qu'il donne accès au marché du seul pays qui pouvait répondre aux demandes diverses des autres, ruinés par la guerre, qu'enfin tous les autres pays soient ses débiteurs, a fait que, dès le début, le dollar a été un moyen de réserves au même titre que l'or. Les U.S.A. décidèrent d'ailleurs unilatéralement, peu après, de rendre le dollar convertible en or pour tous les non-ressortissants.

Pour permettre aux États momentanément endettés et ne possédant pas assez de réserves, de faire quand même face à leurs engagements, un Fonds Monétaire International (F.M.I.) sorte de banque des États, fut créé, ouvrant des crédits dans certaines limites et sous certaines conditions à tous les États en difficulté qui on feraient la demande.

En contrepartie de ces mesures d'entraide mutuelle des États capitalistes, destinées à prévenir le recours aux pratiques protectionnistes préjudiciables à la libre circulation des marchandises et des capitaux, le principe de la concurrence loyale sur le plan du commerce international était posé. Il interdisait la pratique de la dévaluation pour augmenter la compétitivité sur le marché international, la dévaluation et la réévaluation étant en principe soumises à l'autorisation du F.M.I.. Dans le même ordre d'idées, et toujours pour empêcher que les difficultés monétaires ne freinent le commerce international, chaque pays s'engageait à défendre la parité de sa monnaie sur le marché des changes, en compensant avec ses réserves l'offre ou la demande excessive de sa monnaie.

Les règles régissant le système monétaire international ainsi conçu reflétaient le rapport

des forces tel qu'il se présentait au sortir de la guerre et, essentiellement, la domination incontestée des États-Unis et de leur monnaie. Ces derniers gagnaient sur tous les tableaux.

D'abord, comme principale puissance industrielle, première intéressée au prompt démarrage d'un commerce international sans entraves, les États-Unis obtenaient des autres États l'engagement de lever rapidement tout obstacle devant le dit commerce. Cet aspect des choses intéressait toutes les autres puissances industrielles mais sans une superpuissance dictant ses règles, les autres auraient plus difficilement réussi à se mettre d'accord.

En second lieu, le dollar devenant monnaie de réserve et monnaie d'échange de toutes les transactions internationales, l'État américain obtenait l'extraordinaire privilège de pouvoir payer ses dettes avec une monnaie de sa propre fabrication. Privilège que les autres États n'avaient qu'à l'égard de leurs ressortissants ou, à la rigueur, dans le cas de certaines puissances comme la France ou la Grande-Bretagne, à l'égard des pays sous le contrôle économique de la zone Franc et de la zone Livre Sterling, mais en général pas à l'égard des autres États.

Enfin, les États-Unis, détenant une voix prépondérante est sein du F.M.I. étaient les maîtres-d'oeuvre du système monétaire.

En somme, pour tenter d'éviter le renouvellement de la cruelle expérience de la grande dépression, les grandes puissances impérialistes avaient échafaudé un système où chaque bourgeoisie était appuyée par son État et toute la puissance de ses planches à billets, chaque État s'appuyant à son tour sur les U.S.A. prêts à colmater les brèches.

Et tout cela à travers un système monétaire international dont la pierre angulaire était le dollar qui, pour être incontesté à l'époque, n'en était pas moins un vulgaire chiffon de papier, tirant sa valeur, comme toutes les autres monnaies-papier, de la confiance qu'on voulait bien lui accorder.

Cet équilibre instable entre un grand nombre de monnaies qui se dépréciaient à des rythmes différents et parfaitement imprévisibles, appuyé sur un dollar à la stabilité fic-

tive, était censé, non seulement durer à travers les fluctuations économiques, mais encore permettre au capitalisme de maîtriser ces dernières ! L'étonnant n'est pas que cet échafaudage soit en train de s'effondrer, balayant avec lui tous les mythes sur le caractère évitable des crises, l'étonnant c'est que cela ne soit pas arrivé plus tôt.

Et les capitalistes américains ont finalement quelques raisons de se plaindre de l'ingratitude de leurs congénères des autres pays. Car si le système a réussi la performance de durer même le temps qu'il a duré, dans l'intérêt des capitalistes américains en premier lieu, certes, mais aussi dans l'intérêt de tout le système capitaliste, c'est, en particulier, parce que, grâce à la puissance américaine et grâce à la crédibilité de sa monnaie, le dollar a tenu le coup relativement longtemps.

La remise sur les rails de l'économie capitaliste après la guerre

Il fallait dès le début toute la puissance économique des États-Unis et toute la solidité de leur monnaie pour permettre aux autres États capitalistes d'éviter la faillite au lendemain de la guerre et de redémarrer leur économie sans trop de mal.

Les prêts-bail accordés par le gouvernement américain aux États européens constituèrent la première transfusion massive de dollars dans les veines monétaires d'une économie européenne qui en avait grand besoin. Ces prêts – et ceci fut vrai également pour le plan Marshall – n'étaient pas des actes de pure générosité ; ce genre de sentiment n'a pas cours dans les relations entre capitalistes. Mais outre le désir politique d'éviter que l'Europe appauvrie ne soit submergée par une vague de mécontentement révolutionnaire, les dollars ainsi prêtés devaient de toute façon revenir sur le marché américain sous forme de commandes en activant celui-ci. De surcroît, les U.S.A. posaient en général comme condition de prêt – ainsi qu'ils l'ont fait lors du prêt-

bail accordé à la Grande-Bretagne – que le gouvernement bénéficiaire s'engage à supprimer toute pratique discriminatoire dans son commerce extérieur.

Il n'en reste pas moins que sur les 9,2 milliards de dollars de déficit de 17 pays européens en 1947 par exemple, 6,2 ont été comblés grâce à des aides américaines directes ou indirectes.

Les accords de prêt-bail furent suivis par le plan Marshall. Malgré toutes les conditions posées par les États-Unis, malgré tous les liens de sujétion que l'aide du plan Marshall impliquait, c'est grâce à elle que la plupart des pays européens ont pu sortir de la véritable crise des paiements extérieurs qui menaçait de les engloutir.

C'est ainsi que la balance des paiements de la France était largement déficitaire, seules 19 % des dépenses extérieures étaient couvertes en 1945, 27,5 % en 1946. La crise des paiements n'a pu être surmontée qu'à partir du moment où, dans le cadre du plan Marshall, un flux régulier de dollars est entré dans les caisses de l'État. Ce sont les 754 millions de dollars touchés en 1948 et les 655 millions en 1949 au titre de l'aide américaine, qui ont permis à l'État français de financer la majeure partie de son déficit considérable.

Et c'est en fin de compte parce que l'aide du plan Marshall n'était pas seulement destinée à financer le déficit du pays bénéficiaire à l'égard des États-Unis, mais aussi à l'égard des autres partenaires commerciaux, que les États européens purent sortir progressivement du système des accords bilatéraux, véritable système de troc entre États, et participer à peu près normalement au commerce international.

En 1950 encore, l'aide américaine finançait 19 % du total des importations européennes. Elle ne disparut, après une décroissance progressive, qu'en 1956.

Grâce à ces transfusions de dollars, le commerce mondial a retrouvé son niveau d'avant-guerre avec un total des échanges portant sur 56 milliards de dollars. Reflétant le relèvement de l'économie il connut un développement accéléré. Il a doublé en dix ans en valeur, atteignant en 1960 quelque 113 milliards de dollars, pour presque tripler la dé-

cennie suivante – toujours en dollars – atteignant en 1970 environ 302 milliards.

Grâce notamment aux États-Unis, l'économie capitaliste était de nouveau sur ses rails. Elle tentait de s'y maintenir en s'appuyant de façon croissante sur les béquilles étatiques.

L'État est devenu, dans tous les pays industriels, un monstre économique. Il détient, sous forme de propriétés d'État, un grand nombre d'entreprises, voire des branches entières de l'industrie. Il détient des parts dans un grand nombre de sociétés privées. Il contrôle une partie des secteurs qui ne sont pas sous sa mainmise directe, grâce à ses commandes énormes, notamment pour l'industrie de guerre.

28 % des travailleurs sont employés dans l'administration et dans les entreprises publiques en Angleterre, plus de 30 % en France. L'État détient près d'un tiers des actions des sociétés par actions en Italie, 13 % encore en Allemagne. Même aux États-Unis, citadelle de la libre entreprise, la part du secteur d'État dans le produit national global atteignait en 1962 environ 20 %.

Les interventions multiformes de l'État dans la vie économique au service des capitalistes (subventions, commandes d'État, prise en charge des branches non rentables et néanmoins indispensables à l'économie, financement de la recherche scientifique et technologique, mise à la disposition des capitalistes en difficulté des fonds publics, investissements étatiques pour suppléer les investissements privés en défaut dans les périodes de difficulté stimulation de la consommation grâce au contrôle du système de crédit, etc ...), ont incontestablement joué un rôle considérable dans la prospérité que connurent les capitalistes pendant le quart de siècle qui suivit la guerre.

Mais, malgré l'intervention de l'État et malgré les mythes que cette intervention suscita, les fluctuations économiques n'ont nullement disparu. Pas de crise généralisée jusqu'à présent, mais des crises sectorielles ; pas d'effondrement brutal de l'ensemble de l'activité productive, mais des ralentissements périodiques de la croissance avec un temps

de stagnation plus au moins long, voire, pour les États-Unis, des périodes de franc recul de la production.

Ce sont ces derniers qui connurent les fluctuations les plus perceptibles avec, dans les vingt premières années de l'après guerre, quatre récessions qui se succédèrent à un rythme d'environ quatre ans, se traduisant par un recul de la production nationale.

Bien que ces fluctuations représentent une mise hors d'usage d'une partie de la capacité de production sociale, une perte peut-être limitée en pourcentage mais importante en volume pour l'économie, une augmentation du nombre des chômeurs avec les conséquences que cela représente pour des millions de travailleurs, les capitalistes peuvent s'estimer satisfaits en comparaison du cataclysme de 1929.

Mais l'intervention multiforme des États dans la vie économique de leurs pays respectifs, l'intervention de l'État américain dans la vie économique du sien comme dans celle des autres – interventions sans lesquelles le développement économique du dernier quart de siècle n'aurait pas été ce qu'il fut – n'aura pas été possible sans les manipulations monétaires, sans la saturation de tous les pores de l'économie en faux billets en surabondance, sans la plongée incessante dans un état de crise monétaire potentielle. La facture, en contrepartie non point de la disparition des fluctuations cycliques, car elles n'ont jamais cessé, mais de ce qu'elles ne se sont pas généralisées, arrivait. La généralisation de la crise que l'on croyait avoir définitivement écartée, se dessinait au travers du système monétaire international.

De la gloire à la déchéance du dollar

Pour les mêmes raisons qu'entre les deux guerres, l'inflation n'a jamais cessé de miner l'économie de tous les pays du monde sans exception. Les États-Unis sont logés exactement à la même enseigne que tous les autres pays. L'indice des prix de gros y est passé de 62 en 1945, à 94 en 1950 et à 108 en 1961.

S'ils ont pu passer pour un modèle de stabilité monétaire, c'est vraiment parce que, chez les autres, ce fut encore pire. Le franc, dévalué cinq fois entre 1945 et 1958, a vu sa parité dégringoler de 1/50 à 1/493,7 même par rapport à ce dollar en dépréciation incessante.

Le système de Bretton Woods n'était pas plus immunisé que ceux qui avaient failli dans le passé contre cette dégringolade en désordre de toutes les monnaies qui le composaient.

Le dollar étant la clé de voûte de l'ensemble, l'effondrement du système devait passer par l'effondrement de celui-ci. Et cet effondrement devait nécessairement arriver. Après avoir inondé le marché international de dollars pendant cette période qui suivit la guerre où le dollar était réellement demandé, les États-Unis continuent à faire marcher la planche à billets. D'une part dans le même dessein que n'importe quel autre État bourgeois, pour pouvoir aider ses propres capitalistes. Mais aussi pour faire face aux tâches particulières qui lui incombent du fait de son leadership politique du monde capitaliste : bases et installations militaires à l'intérieur comme à l'extérieur, soutien de diverses dictatures, guerre de Corée d'abord, du Vietnam une décennie plus tard.

De surcroît, les États-Unis profitent de la possibilité qui leur est donnée de financer leurs dépenses par leur propre monnaie pour investir sur le sol étranger, en particulier en Europe, pour mettre la main sur des entreprises, voire sur des branches entières dans le Vieux Monde. Soit dit en passant, ceux qui, lors du déballage de linge sale qui suivit l'effondrement du dollar, mirent en tête de leurs griefs envers les U.S.A. cette invasion de l'Europe financée par des dollars inflationnistes, sont mal fondés de vanter en même temps le «miracle allemand» ou d'autres miracles du même acabit : le volume considérable des investissements américains a été pour une large part dans la rapide croissance économique de l'Allemagne.

Cependant, dès le début de la décennie 60, ce miraculeux instrument à faire de l'argent à partir de rien, cet extraordinaire système à assurer la prospérité continue aux ca-

pitalistes, américains surtout, aux autres accessoirement, se met à grincer, puis commence à paraître pour ce qu'il est : une gigantesque supercherie à la merci d'une crise de confiance en le dollar.

L'État américain devait payer sa prodigalité en dollar-papier de la même manière que n'importe quel autre État capitaliste, et pour les mêmes raisons.

D'abord, par une inflation intérieure accélérée. Tant que celle-ci était malgré tout plus lente que chez les autres, pas trop de problèmes. Mais le ralentissement de l'inflation chez certains de ses protégés et néanmoins concurrents, conjugué avec l'accélération de la sienne, a fini par priver le dollar de son titre de monnaie la moins sujette à l'inflation, avec les avantages subséquents.

Le processus, que tant d'autres monnaies connaissent si fréquemment, s'est mis en marche. La hausse des prix étant plus forte aux U.S.A. que chez certains de ses concurrents, Japonais ou Allemands par exemple, les produits américains devenaient moins concurrentiels. La balance commerciale, depuis longtemps largement excédentaire, penchait vers le déficit en commençant, dans un premier temps, à ne plus suffire à compenser le flux régulier de capitaux allant s'investir sous d'autres cieux, ou les dépenses militaires ou de prestige à l'étranger.

Conséquence directe, le commerce américain sur le marché international a subi une baisse relative. Les États-Unis ont commencé à payer leur privilège de pouvoir exporter leur inflation chez les autres en perdant des positions commerciales.

Conséquence indirecte, liée à la précédente mais infiniment plus grave et pour les États-Unis, et pour l'ensemble du système monétaire, la confiance en le dollar était ébranlée. Ses détenteurs cherchaient à se débarrasser de cette monnaie il y a peu encore recherchée à l'égal de l'or.

Cet ébranlement de la confiance fut d'une importance capitale. Car en fait, bien avant, le monde était en état de crise potentielle. Il y avait trop de dollars émis et ces dollars s'accumulaient dans tous les pores de l'économie. Tant que la confiance régnait, on

thésaurisait les dollars, sans les jeter sur le marché. Mais les flots étaient accumulés, il suffisait d'ouvrir les vannes. Dès le moment où la confiance se perdait, les dollars thésaurisés quittaient les bas de laine – et surtout les dépôts en dollars des grandes sociétés dans les banques américaines – pour inonder le marché monétaire, bien au-delà des besoins de celui-ci.

Cette perte de confiance, reflétant les inquiétudes suscitées par l'inflation américaine et par la détérioration de la balance des paiements des États-Unis, conduisit donc à de nouvelles sorties d'argent, aggravant encore le déficit. Et de surcroît, les U.S.A., obligés de faire face aux dépenses de la guerre du Vietnam, ne pouvaient guère mettre de l'ordre dans leurs finances. Et plus le temps passait, plus il était trop tard.

Le dollar eût été une monnaie comme les autres, ses malheurs, qui n'avaient rien d'original par rapport à ce que toutes les autres connaissent périodiquement, n'eussent concerné que les seuls États-Unis. Mais le dollar est la pierre angulaire de tout le système monétaire. Sa maladie a ébranlé le fragile système mis en place à Bretton Woods et sur lequel s'appuyait la prospérité de toute l'économie capitaliste mondiale.

Un monde monétaire sans amarres

L'émission de dollars à profusion a augmenté de façon considérable la masse monétaire immédiatement disponible. Grâce précisément aux règles de Bretton Woods, levant tout obstacle devant la libre circulation des capitaux, cette masse monétaire peut se déplacer d'une minute à l'autre sur un simple coup de téléphone, d'un pays à l'autre, et se changer aussitôt de dollars en marks, de yens en francs.

Cela est ainsi depuis longtemps, mais au temps de la splendeur du dollar, la masse monétaire disponible n'avait guère de raisons de se déplacer, si ce n'est vers les banques américaines, et y restait en bénéficiant de l'intérêt que ces banques payaient. Du moment que leurs propriétaires ont perdu con-

fiance dans le dollar, du moment qu'ils craignent les pertes qu'ils pourraient subir en cas de dévaluation de la monnaie américaine – ou le manque à gagner en cas de réévaluation d'autres – ils se déplacent en quête du meilleur placement. Contre cette spéculation, il n'y a rien, mais strictement rien à faire dans le cadre des règles du système monétaire. Comment empêcher un trust multinational, par exemple, de transférer ses liquidités d'une filiale à l'autre, d'un compte libellé en dollars à un compte libellé en marks, sans un contrôle strict des changes, sans l'interdiction des transferts de capitaux, contrôles et interdictions gravement préjudiciables au commerce international ?

Or, de tels déplacements peuvent ruiner d'un moment à l'autre l'équilibre de n'importe quelle monnaie. Du mark au yen, en passant par le franc ou la livre sterling, toutes les monnaies en ont fait depuis cinq ans la triste expérience, dans un sens ou dans l'autre.

Les États capitalistes avaient joué à l'apprenti sorcier. Ils ont créé à partir du néant le papier-monnaie, lui ont donné un pouvoir extraordinaire dans la vie économique, afin de se servir de ce pouvoir pour juguler les tares de leur système économique. Et voilà qu'ils finissent par perdre le contrôle de leur créature. Comble de l'absurde : celle-ci se met à faire des petits sans que, cette fois, aucun des États soit responsable de la paternité !

Les dollars correspondant à l'origine au déficit américain et dispersés dans le monde, restent rarement sans emploi, même lorsque leurs propriétaires (banques, sociétés) n'en ont pas un usage immédiat. Déposés dans des banques non américaines, ils permettent à ces dernières d'ouvrir des crédits libellés en dollars. Comme dans toute opération de ce genre, les banques reprêtent – contre d'ailleurs un intérêt particulièrement élevé – le multiple de ce qu'elles ont en dépôt. Il y a donc là création d'une monnaie scripturale en dollars. La quantité de disponibilités monétaires en dollars s'en trouve donc augmentée. Or, aucun des États n'assume la responsabilité de ces dollars-là : pas l'État américain, car il n'y est pour rien, le prêt se déroulant sur le territoire d'un autre État, pas l'État du prêteur non plus, car le prêt est accordé en une mon-

naie qui n'est pas la sienne. Ce nouveau genre de monnaie s'appelle l'euro-dollar. Inexistant avant 1952, le montant total des euro-dollars avait atteint en 1971 quelque 63 milliards de dollars, équivalant à la somme totale de toutes les monnaies existant en France, et dépassant de loin la valeur totale de tout l'or détenu par toutes les banques centrales du monde

Les États capitalistes sont pris à leur propre piège : l'inflation mondiale s'alimente d'elle-même, sans qu'elle profite à aucun des États.

De la crise monétaire à la crise économique ?

La crise monétaire a déclenché chez tous les économistes de la bourgeoisie une recherche fébrile de la pierre philosophale, du système idéal, engendrant des projets plus fantaisistes les uns que les autres et parfaitement contradictoires. Mais il n'y a aucun système idéal en lui-même, il n'y a aucune solution technique à la crise. Les plus intelligents sont encore ceux qui se contentent d'attendre et d'espérer que la confiance se rétablisse d'elle-même, si elle veut bien se rétablir. Il ne reste en somme à tous ces laudateurs et profiteurs du système capitaliste qui se faisaient forts de «contrôler», de «maîtriser», de «dominer» leur économie, qu'à faire comme leurs prédécesseurs qui n'avaient pas cette prétention : s'abandonner aux lois aveugles et de plus en plus absurdes de l'économie capitaliste, La confiance ne se rétablira cependant peut-être pas. En tous cas, la dévaluation du dollar n'y a pas suffi...

Et c'est parce que cette éventualité existe que la crise monétaire est peut-être l'événement de loin le plus important de la période actuelle.

L'histoire se souviendra-t-elle un jour du 15 août 1971 comme elle se souvient du tristement célèbre «jeudi noir» de Wall Street qui a marqué la crise de 1929 ? Ou les événements de ce jour-là se classeront-ils simplement parmi les multiples péripéties d'un système

monétaire en folie périodique ? Rien n'indique la réponse ni dans un sens, ni dans un autre.

En tous cas, même un prolongement de longue durée de la crise, sans effondrement, peut mettre fin à la fragile prospérité de l'après-guerre. Soit parce que les mesures prises par les différents États pour se protéger des conséquences de la détérioration monétaire conduiraient au renforcement du protectionnisme donc au ralentissement du commerce international, soit parce que les incertitudes monétaires elles-mêmes, se concrétisant par des dévaluations et des réévaluations fréquentes, amèneraient directement au même résultat.

Or dans un système économique où l'on produit pour vendre, et compte tenu de l'importance du commerce international, reflet de la complémentarité des diverses économies, un tel ralentissement des échanges conduit nécessairement au ralentissement de la production, et à la dépression. Le voile des illusions monétaires déchiré, il restera l'économie capitaliste sans masque, avec ses crises et ses dépressions périodiques.

Prétendant que grâce à l'intervention de l'État le capitalisme peut assurer une croissance économique, régulière sinon tout à fait harmonieuse au prix, somme toute acceptable, de l'inflation, les économistes bourgeois affirment que les dirigeants des États ont le choix entre la stagnation OU l'inflation. Voilà qu'ils commencent à faire connaissance avec des situations qui allient et la stagnation et l'inflation. Rassurons-nous, ils ont déjà trouvé le terme pour désigner le mal, la «stagflation», à défaut de trouver le remède. C'est le maximum qu'ils puissent faire.

En substituant le papier-monnaie à la monnaie-or à valeur relativement intrinsèque, et en donnant de la sorte à l'État bourgeois des moyens supplémentaires d'intervention dans la vie économique, le capitalisme n'a pas supprimé les contradictions qui sont à la base de son mode de production. Il a simplement introduit un nouvel élément d'irrationalité et un nouveau facteur d'anarchie. C'est cette constatation qu'impose avec la force de l'évidence la crise monétaire actuelle.

1973-1974 : C'est le début de la crise économique mondiale qui, étalée dans le temps, perdure encore en 2008-2009. En 1973, les grandes banques enregistrent des pertes records. Dans les dix premiers mois de l'année 1974, les grandes places boursières s'effondrent, avec des pertes de quelque 30%, le tout sur fond de « choc pétrolier ».

Va-t-on vers une crise généralisée du système capitaliste ?

L'économie capitaliste est-elle désormais engagée dans une crise comparable à celle de 1929 ? Même lorsqu'ils répondent encore négativement à la question, les optimistes les plus impénitents parmi les hommes politiques et économistes bourgeois discutent de la situation économique dans ces termes. Cette crise catastrophique de 1929 que tous les partisans de l'économie capitaliste avaient reléguée au rang d'un mauvais souvenir d'une époque révolue du capitalisme, sert de nouveau de référence. Personne aujourd'hui n'ose prétendre comme il y a encore si peu, et si péremptoirement, que le capitalisme est capable de maîtriser l'économie ; qu'il est capable de développer la production de façon harmonieuse. A l'apologie d'un système économique qui n'a pourtant réussi aucun autre miracle que celui de ne pas s'effondrer pendant un quart de siècle, succède aujourd'hui la recherche désordonnée de solutions face à des menaces qui montent de toutes parts. Le langage a également changé. Aux contes à l'eau de rose d'un avenir sans cesse meilleur succède aujourd'hui des visions apocalyptiques ou, du moins, des exhortations aux sacrifices.

Il y a sans doute une part de calcul politique dans le ton catastrophé qui est aujourd'hui celui des hommes qui gouvernent le monde. Il s'agit de faire accepter dès maintenant des sacrifices aux plus larges masses au nom du combat contre les périls futurs. Mais de toute évidence, ces évocations de catastrophes futures ne sont pas gratuites. Car, de toute évidence encore, les problèmes immédiats de l'économie capitaliste sont déjà suffisamment graves pour que, même s'ils ne doivent pas déboucher sur l'effondrement mon-

dial à brève échéance, ils mettent fin à la période de relative prospérité de la plupart des pays capitalistes, et sans doute même, de tous.

Certes, il n'y a pas encore de crise de surproduction. Malgré trois ans de crises monétaires ouvertes, l'appareil de production continue à tourner et à engendrer du profit à un rythme qui, quelques secteurs limités mis à part, aurait de quoi satisfaire les capitalistes. Mais l'aggravation de deux sortes de phénomènes simultanés et interdépendants indiquent la fragilité et le caractère finalement tout à fait factice de la poursuite de l'activité économique au niveau où elle se poursuit. Les deux phénomènes sont graves en eux-mêmes ; ils le sont bien plus encore par leur conséquence prévisible sur la production.

Il s'agit, d'une part, du déficit de la balance commerciale – solde de ce qu'un pays dépense et de ce qu'il reçoit en contrepartie d'achat ou de vente à l'extérieur – de la quasi-totalité des grands pays capitalistes, déficit engendré pour la plupart d'entre eux par le renchérissement du prix du pétrole. Déficit qu'il faut bien financer d'une manière ou d'une autre et qu'il faut résorber. Mais c'est justement là un des problèmes importants de la bourgeoisie des pays européens, tous touchés, à l'exception de l'Allemagne. Nous y reviendrons.

Il s'agit, d'autre part, des craquements inquiétants dans le système bancaire. Cela a commencé par l'écroulement de la banque allemande Herstatt. Elle fut suivie par une des vingt premières banques américaines, la banque Franklin de New York. D'autres ont été sérieusement touchées par des pertes colossales sur... des spéculations monétaires. La

première banque allemande, la Westdeutsche Landesbank, a perdu près de 100 millions de dollars; la quatrième banque anglaise, la Lloyd's Bank, quelque 75 millions; l'Union des Banques Suisses, 50 millions... Il n'y a pas jusqu'à la troisième plus grande banque des États-Unis, et du monde, celle de l'empire Rockefeller, établissement financier privilégié des grandes compagnies pétrolières, la Chase Manhattan Bank, qui n'ait pas subi une grave secousse du fait des fluctuations monétaires.

Ces deux sortes de phénomènes découlent directement ou indirectement de l'inflation mondiale que personne n'est plus capable de maîtriser. Elles débouchent toutes les deux ou sur un ralentissement économique grave ou, pire, sur un effondrement brutal.

De la crise monétaire...

Le problème principal du monde capitaliste, celui dont découlent dans l'immédiat les autres, demeure en effet l'aggravation incessante de l'inflation mondiale et la crise persistante du système monétaire international qui en résulte. Pendant des années, les États capitalistes ont joué à l'apprenti sorcier en finançant la prospérité de leurs économies par la fabrication du papier-monnaie à partir du néant. Pendant des années, les économies assoiffées d'argent frais ont absorbé une masse de plus en plus grande de papier-monnaie mise à leur disposition par leurs États. Ce que chaque État faisait à l'intérieur de ses frontières – seule aire géographique où sa propre monnaie de singe était acceptée pour argent comptant par la force du cours forcé de la monnaie – les États-Unis le faisaient à l'échelle du monde. Les dollars – instrument de paiement international à l'égal de l'or dans le système monétaire bâti après la guerre – émis à profusion par l'État américain en fonction des besoins de son économie et, accessoirement, en fonction des besoins de l'économie mondiale, ont inondé tous les canaux de cette dernière.

Les États n'étaient cependant pas les seuls à grossir de la sorte la masse monétaire mondiale. Les banques, par l'intermédiaire

des crédits bancaires, y ont contribué de leur côté. L'économie américaine, comme toutes les autres, a prospéré sur le plus formidable endettement que l'histoire ait jamais connu. En l'espace de huit ans, de 1965 à 1973, le total de l'endettement de l'économie américaine est passé de 1 235 milliards de dollars à 2 526 milliards de dollars, soit deux fois le produit national brut des États-Unis.

Cette formidable masse monétaire accumulée dans les pores de l'économie mondiale, sous forme de billets, de dépôts bancaires, valait de l'or – tant que tout le monde l'acceptait comme tel. Ou plus exactement, tant que tout le monde acceptait comme tel le principal papier-monnaie, garant de tous les autres, le dollar américain.

On connaît la suite. En dépensant à profusion à l'extérieur des dollars pour financer leurs investissements et leurs charges militaires de gardien principal de l'ordre impérialiste, les États-Unis ont aggravé et rendu permanent le déficit de leur balance des paiements. Ce déficit permanent a fini par susciter la méfiance de tous les détenteurs de dollars, qui se sont mis à s'en débarrasser au profit d'autres monnaies, qui avaient l'air momentanément plus intéressantes. Les sommes colossales qui, au temps de la confiance en le dollar et en l'économie américaine, lorsqu'elles n'étaient pas immédiatement utilisées dans l'économie, retournaient dans les banques américaines sous forme de dépôts divers en dollars, se mirent à se déplacer en quête de meilleur placement. Il suffisait que ces sommes spéculatives anticipent une dévaluation ou une réévaluation pour que, en se convertissant massivement en la monnaie concernée – ou au contraire en s'en détournant – elles contraignent à la réévaluation ou à la dévaluation. A l'ère d'une relative stabilité du système monétaire garantie par la confiance unanime dans le dollar, succéda cette série de réévaluations et de dévaluations – à commencer par le dollar lui-même – modifiant sans cesse les taux auxquels les monnaies des différents pays s'échangeaient les unes contre les autres. L'effondrement du système monétaire international en vigueur après la guerre a été officialisé en ce fameux 15 août

1971 où Nixon annonça l'inconvertibilité du dollar en or.

Depuis, le monde capitaliste, non seulement n'a pas trouvé de système monétaire international stable, permettant la conversion des monnaies les unes dans les autres suivant un taux stable, mais il a en quelque sorte entériné l'instabilité, en généralisant le flottement des monnaies. Autrement dit, le taux auquel une monnaie se change en une autre varie au jour le jour, en fonction de l'offre et de la demande. Système tout ce qu'il y a de préjudiciable pour le commerce international, mais quel autre choix ?

Comment agir sur le système monétaire sans agir sur l'inflation qui, elle, au lieu de diminuer, s'aggrave depuis le début de la crise ouverte des monnaies ?

Elle s'aggrave d'autant plus que les dollars correspondant à l'origine au déficit américain et dispersés dans le monde, ont engendré une nouvelle source de création monétaire, cette fois-ci absolument hors du contrôle de tous les États, les fameux «euro-dollars». Les banques non américaines qui possèdent des dépôts en dollars reprètent, comme c'est le cas pour tous les dépôts, un multiple de la somme déposée. Il y a donc là création d'une masse monétaire supplémentaire, mais dont aucun État n'assume la responsabilité ; ni l'État américain, parce que c'est sur le territoire d'autres États que ces prêts ont lieu, ni l'État du territoire en question, car ce n'est pas la monnaie nationale qui est prêtée. Ce qui fait que cette création monétaire n'est contrôlée par personne ; aucun encadrement du crédit, aucune mesure étatique ne s'applique à elle. En 1973, le montant global de ces euro-dollars atteint 165 milliards de dollars – soit la moitié environ de la masse de toutes les monnaies en circulation aux États-Unis ! – et, en 1974, il devra atteindre les 200 milliards !

... au déficit général des balances de paiement...

La dépréciation des monnaies, contrepartie d'apparence mineure pendant si longtemps de l'aide multiforme que les États assurent à

leur bourgeoisie, est en passe de se transformer en fléau. La crise du système monétaire international et les incertitudes qu'elle engendre dans le domaine des échanges internationaux, sont déjà assez graves en elles-mêmes pour le bon fonctionnement de l'économie capitaliste, dans la mesure où elles freinent le développement du commerce mondial. Mais les conséquences de l'inflation et de la crise monétaire ne s'arrêtent pas là. Une des plus graves dans l'immédiat est le renchérissement du prix du pétrole. Devant l'accélération de l'inflation mondiale, les grandes compagnies pétrolières, pour l'essentiel américaines, ont profité de leur position de monopole pour mettre brutalement fin à leur politique antérieure de dumping, de pétrole à bon marché par rapport aux autres sources d'énergie, pour procéder à des hausses de prix de l'ordre du quadruplement.

Nous reviendrons sur les conséquences d'une hausse de cette importance sur l'économie de tous les pays qui avaient bâti leur relative prospérité sur une énergie à bon marché. Mais le problème le plus immédiat auquel ce renchérissement du prix du pétrole confronte les pays consommateurs, est le déséquilibre de leur balance de paiement. À l'exception de l'Allemagne, tous les grands pays capitalistes sont touchés. Du fait du renchérissement du prix du pétrole, la France dépense par mois, en moyenne, 1,7 milliards de francs de plus pour payer ses importations qu'elle ne récupère pas par ses exportations. En tenant compte de la balance de l'ensemble des paiements, le solde des entrées et des sorties de devises s'établira à la fin de l'année sur un déficit de l'ordre de 35 milliards de francs (par comparaison : l'ensemble du budget de l'État est de 200 milliards environ). Le déficit est plus grave encore pour l'Italie ou pour l'Angleterre. En tous les cas, il est quasi-général.

Or, les États-Unis sont les seuls à pouvoir financer leur déficit par leur propre monnaie, puisque celle-ci est un instrument de paiement international. Et les autres, puisqu'ils sont bien obligés de se procurer les devises pour financer le déficit ? Eh bien, ils en empruntent. Ils en empruntent essentiellement sur ce fameux marché des euro-dollars que

personne ne contrôle et dont tout le monde dénonce les effets néfastes. Ils empruntent pour partie directement en passant par les entreprises nationalisées, et surtout – c'est le cas de la France en particulier – en poussant les entreprises privées, gênées dans leurs possibilités d'emprunt par l'encadrement du crédit, à emprunter sur ce marché des euro-dollars qui n'est pas concerné par cet encadrement.

En même temps donc que l'État français prétend combattre l'inflation par des mesures d'encadrement du crédit, il alimente l'inflation mondiale en finançant son déficit par appel à la forme la moins contrôlée et la moins contrôlable du crédit.

Cet appel au crédit ne résout de toute façon pas le problème des pays consommateurs à plus longue échéance. Certes, tous les pays concernés se battent comme des chiffonniers pour essayer de capter dans leur propre système bancaire les revenus en devises des États producteurs de pétrole. C'est, en effet, une solution idéale : pouvoir payer les États producteurs avec leur propre argent ! L'ennui, pour la plupart des pays capitalistes, c'est que ces sommes convoitées vont pour l'essentiel vers les États-Unis. Alors, il faudra bien que les autres pays tentent de résorber leur déficit commercial d'une autre manière. Seulement, il n'y en a que deux : réduire les importations et augmenter les exportations. Les deux sont d'ailleurs parfaitement contradictoires, sinon au niveau de chaque État pris isolément, du moins au niveau de l'ensemble des États ; ce qui est exportation pour l'un, est forcément importation pour l'autre. Et cette contradiction conduit, d'une part, à l'exacerbation de la concurrence pour conquérir des marchés à l'exportation ; d'autre part, à des mesures de restriction, de rationnement pour limiter les importations.

À la merci d'une panique

L'inflation atteint un tel degré que, désormais, elle s'alimente d'elle-même et alimente sa propre accélération par l'intermédiaire d'une multitude de mécanismes. La nécessité

de combler le déficit engendré par le renchérissement du prix du pétrole, conséquence de l'inflation, est un de ces mécanismes. Mais il en est bien d'autres, dont certains aux implications particulièrement graves.

Ce qui est à la base d'un de ces mécanismes, c'est que, au milieu de cette surabondance de monnaie, l'argent manque ! C'est aberrant, c'est dément, mais c'est tout à fait dans la logique d'un système économique qui n'en a aucune.

En temps normal, les entreprises capitalistes financent pour une part leurs investissements en transformant en capital l'épargne des petites gens, ou encore en collectant, en concentrant les capitaux de capitalistes de moindre envergure. Cela se fait pour partie par l'intermédiaire du système bancaire qui prête aux capitalistes les épargnes recueillies ; cela se fait encore par l'intermédiaire des émissions d'obligations et d'actions en Bourse. (Soit dit en passant, en période d'inflation, cette mise à la disposition des capitalistes de l'épargne des petites gens constitue un gigantesque transfert, ou si l'on préfère, un vol gigantesque en faveur des premiers. L'épargnant perd non seulement ses intérêts, dont le taux est nettement inférieur à la hausse des prix, mais la somme déposée elle-même).

Or, en période d'inflation, d'une part les possibilités d'épargne des plus modestes sont fortement limitées, voire annihilées du fait des hausses des prix, et en tous les cas, la dépréciation de la monnaie incite à ce que l'on cherche à se débarrasser de son argent plus qu'à l'épargner. Mais surtout, bien moins nombreux sont ceux qui ont envie de déposer à long terme leur argent au taux fixé aujourd'hui, alors que le taux de l'inflation risque de dépasser le taux d'intérêt, si fort soit-il.

Ce désintérêt des épargnants ne se manifeste pas seulement par le fait que les dépôts sur livret d'épargne finissent par marquer le pas – c'est encore d'ailleurs ceux qui épargnent de cette manière qui ont le moins la possibilité de faire autrement – mais aussi et surtout par la chute des achats d'obligations et d'actions.

Les Bourses du monde entier ont enregistré depuis le début de l'année des baisses sans précédent au cours du quart de siècle passé. La Bourse de Paris a baissé de 30 % sur l'ensemble des actions qu'elle traite ; certaines de ces actions se vendent à un prix nominal inférieur à celui où elles se vendaient il y a vingt ans, avec la perte de valeur que cela implique du fait de l'érosion monétaire. La baisse de la Bourse de Londres avoisine les 40 % Et enfin, Wall Street a reculé de 31,3 % depuis le début de l'année ; recul pratiquement jamais atteint depuis la grande crise !

Malgré le flot de monnaie qui déborde de toutes parts, personne ne veut prêter à ceux qui veulent emprunter à long terme. Par contre, tous les possesseurs d'argent cherchent à le placer à court terme et à fort intérêt.

Par la force des choses, les banques s'adonnent à un jeu, indispensable pour le fonctionnement de l'économie capitaliste, mais dangereux : collecter ces dépôts à court terme pour les mettre à la disposition des entreprises capitalistes à long terme. C'est ce qu'elles font. Et, du fait des encadrements de crédit, et autres mesures étatiques visant à mettre un semblant d'ordre dans la maison, elles le font de plus en plus sur le marché non contrôlé des euro-dollars.

Autrement dit, une partie des sommes qui n'ont pas été dépensées en achat d'actions aux États-Unis, est drainée vers les banques européennes sous forme de dépôts à court terme à un taux élevé, et reprêtée à des entreprises françaises, anglaises, italiennes, etc ... (voire aux États eux-mêmes) à long terme.

C'est un jeu dangereux, car il ne peut fonctionner qu'à condition que les déposants aient confiance dans leurs banques. Il est sans doute tentant de prêter son argent dans les conditions ci-dessus contre un taux d'intérêt élevé, plutôt que d'acheter des bons du trésor, des livrets d'épargne ou des obligations, plus sûrs, mais qui rapportent moins que ce que l'inflation prélève, mais à la condition d'avoir une chance raisonnable de récupérer son argent ! Et c'est bien parce que ce système fragile ne marche que dans la mesure où la confiance en le système bancaire n'est pas ébranlée, que ceux qui nous gouvernent

ont les yeux fixés avec une sainte terreur sur le système bancaire.

Les craquements du système bancaire

Or, le système bancaire laisse entendre des craquements sinistres. La cause en est, là encore, liée à l'inflation.

C'est que toutes les banques qui se respectent spéculent sur les variations des taux de change. Ce n'est certes pas nouveau et il n'y a que le mot qui est réprouvé par les bons usages capitalistes, pas la chose – n'est-ce d'ailleurs pas une des fonctions d'une banque de changer une monnaie en une autre ? Seulement, au temps des taux de changes fixes entre les monnaies, de telles spéculations n'étaient pas trop dangereuses. lorsqu'une banque transformait tous ses francs en marks par exemple, en spéculant sur une réévaluation de la monnaie allemande, même si cette réévaluation n'avait pas lieu, elle pouvait revenir au point de départ en revendant ses marks contre des francs, ne serait-ce qu'à la banque centrale allemande, moyennant une perte modeste. Sans parler que si quelques grandes banques spéculaient sur la réévaluation du mark, elles exerçaient une pression suffisante pour que celle-ci ait lieu et rapporte les bénéfices escomptés aux spéculateurs.

Avec le système des changes flottants, il en va autrement. Les taux de change fluctuent de façon permanente en fonction de l'offre et de la demande, et de manière imprévisible. Spéculer devient un véritable jeu de hasard, pouvant rapporter gros, mais pouvant aussi conduire à des pertes importantes.

Ce sont précisément des pertes, de cette nature qui ont été à l'origine des faillites bancaires mentionnées plus haut.

Or, il est vital d'empêcher ces faillites, lorsque cela est possible, et en tous les cas, en prévenir les répercussions sur d'autres banques – elles sont toutes liées entre elles – en minimiser l'importance, sous peine de déclencher une panique qui peut être catastrophique dans l'état actuel de l'économie. Il faut voir avec quelle célérité les autorités moné-

taires américaines sont intervenues en dépensant un milliard de dollars pour tenter de colmater la brèche ouverte par les difficultés de la seule banque Franklin de New York ! Comment empêcher la catastrophe d'une panique, tel était d'ailleurs pratiquement l'unique objet de la rencontre entre ministres des finances de six pays riches au Château de Champs en début de septembre. La seule chose qui en est sortie, c'est que les banques centrales ont décidé d'intervenir pour «prêter assistance aux établissements financiers en difficulté». Ce qui veut dire en clair que ces banques centrales sont prêtes à dédommager les banques particulières pour pertes subies du fait de la spéculation, ou encore, que les banques centrales acceptent de couvrir les risques encourus par les banques particulières sur le marché des euro-dollars qui reste cependant aussi incontrôlé qu'avant. Et comme il faut bien sortir de quelque part l'argent nécessaire pour colmater les brèches, les planches à billets accéléreront encore leur cadence, alimentant encore l'inflation mondiale.

Jusqu'où ? Jusqu'à quand ? Le système est engagé dans une course de plus en plus démente. La production marche encore, mais sa marche est entièrement à la merci de systèmes de financements, de crédits, qu'un vent de panique pourra faire s'effondrer.

Il n'y a pas d'autre choix devant l'économie qu'entre s'engager dans une politique de déflation qui a toutes les chances de se traduire par un effondrement brutal et immédiat de la production, ou laisser se poursuivre cette course folle à l'inflation accélérée, à la spéculation généralisée, avec l'illusion que tout va bien tant que les affaires marchent, peu importe la raison pour laquelle elles marchent.

Cette course folle ne peut d'ailleurs durer encore une fois que tant que les États-Unis, leur système bancaire, leur économie, sont encore là comme garantie finale de l'ensemble enchevêtré de crédits autour duquel tout continue à tourner. Dès maintenant, aux premiers craquements du système bancaire et aux premiers signes de défiance qui se sont manifestés, ce sont les banques européennes qui en ont ressenti les effets. Pour pouvoir participer au pactole des euro-dollars,

en inspirant le maximum de confiance et en prenant le minimum de risques, même les plus grandes banques européennes cherchent des garanties auprès des banques américaines. Par là même, les États-Unis renforcent leur emprise sur l'économie des pays qui cherchent protection à leur ombre.

La fin des mythes de la puissance européenne

Il n'y a pas que sur le plan financier que les événements de la dernière période ont renforcé la position de l'impérialisme américain face à ses concurrents. Il en est de même sur un plan bien plus général. Le renchérissement du prix du pétrole, le risque de difficulté d'approvisionnement frappent de plein fouet les économies européennes. Ayant développé leurs économies sur la base d'une énergie à bon marché, favorisées sur le marché mondial par la dépréciation du dollar, les bourgeoisies européennes pouvaient avoir l'illusion d'avoir comblé au moins une partie de l'énorme écart qui les séparait de la bourgeoisie américaine. Dans une période de prospérité, l'impérialisme américain pouvait se permettre l'impertinente concurrence de ses confrères européens ou japonais. Plus maintenant. Les mesures monétaires des États-Unis, la dévaluation du dollar en particulier, constituaient le premier pas de l'impérialisme américain vers une remise des choses dans l'ordre tel qu'il le souhaite face à la montée de la crise. La hausse brutale du prix du pétrole, effectuée par des compagnies américaines, avec l'accord des États-Unis, était le second.

Les États-Unis sont les seuls que la hausse du prix du pétrole ne gêne pas, mais au contraire arrange. Pas seulement parce que la part importée de leurs besoins en pétrole représente relativement peu de choses, et parce que, de toute façon, ils sont les seuls à pouvoir payer leurs importations avec leur propre monnaie. Mais aussi parce qu'ils possèdent d'énormes réserves de pétrole, largement suffisantes pour leur consommation, sans parler des produits de substitution en quantités encore plus élevées. L'un comme

l'autre ont cependant des prix de revient qui étaient de très loin supérieurs au pétrole du Moyen-Orient. L'augmentation du prix de ce dernier revalorise et rentabilise leur propre production.

Par la simple modification du prix du pétrole, les États-Unis redressent en leur faveur une situation qu'ils avaient laissée se détériorer antérieurement. Et ce n'est certainement pas fini. Au fur et à mesure que la situation économique se détériore, l'économie américaine tentera de surnager au détriment des économies européennes, comme les capitalistes les plus puissants chercheront à sauver ce qui peut l'être aux dépens des plus petits

Les pays européens n'ont pas le choix de refuser l'affaiblissement de leur situation par rapport aux États-Unis. Et paradoxalement, ils ont finalement intérêt à ce que les États-Unis s'en sortent, fût-ce à leur propre détriment. Car l'effondrement de l'économie américaine signifie la crise économique générale, qui frappera la bourgeoisie européenne plus encore que la bourgeoisie américaine.

1975 : de crise monétaire et pétrolière, la crise devient crise de surproduction, entraînant la récession : la production des grands pays impérialistes chute de 2 à 4 %. C'est certes encore loin des 6,5% de chute de la production américaine au seul quatrième trimestre 2008, mais la crise du milieu des années 1970 a marqué le début du chômage de masse permanent dans les grands pays capitalistes.

La crise de l'économie capitaliste

La crise de l'économie capitaliste qui s'est manifestée dans un premier temps sous la forme d'une crise du système monétaire international, puis sous la forme d'un brutal renchérissement du prix de l'énergie, apparaît depuis la fin de 1974 comme une crise de surproduction généralisée. Après le «boom» de la production capitaliste en 1973, l'année 1974 a été l'année du tournant. L'année 1975 sera celle du recul général de la production.

Certes, l'économie de l'occident capitaliste n'a jamais réussi à éliminer les fluctuations cycliques, contrairement aux fanfaronnades des partisans du système capitaliste. Mais pendant les trente dernières années, les fluctuations économiques des différents pays capitalistes n'étaient pas simultanées ; par ailleurs, les récessions exprimaient plus souvent un ralentissement plus ou moins important dans la croissance qu'un recul de la production. Pour la première fois, depuis la guerre, l'ensemble du monde capitaliste est touché. Et il ne s'agit pas d'un simple ralentissement de la croissance, mais d'un recul général de la production.

La question reste ouverte de savoir si la première crise générale de l'économie capitaliste depuis la guerre se traduira par un effondrement aussi profond, suivi d'une dépression aussi longue, que la grande crise de 1929. Mais même si elle doit rester ce que les économistes appellent par euphémisme une «récession», le caractère général de cette «récession» marque un tournant dans l'économie capitaliste de l'après-guerre. La période de la croissance économique continue a pris fin. Il en résulte un certain nombre de consé-

quences aussi bien pour la classe capitaliste que pour la classe ouvrière.

1973-1974 : du «boom» à l'effondrement

En 1973, l'année même où le système monétaire international de l'après-guerre fut définitivement enterré, l'année de la «crise du pétrole», l'économie capitaliste mondiale a connu un emballement sans précédent depuis la guerre. Le produit national brut de l'ensemble des principaux pays capitalistes est accru de 6,75 % en une année, moyenne nettement supérieure à ce qui s'était vu depuis la guerre. Le commerce mondial a connu un véritable bond : en l'espace d'une seule année, il s'est accru en volume de plus de 12 %.

Mais cet ultime emballement était tout à fait artificiel. Il était favorisé par un gonflement incontrôlé et incontrôlable des crédits, par la mise en circulation d'une quantité exceptionnellement élevée de moyens de paiement. Dans un climat spéculatif, les États – et l'État américain en premier lieu – comme les entreprises privées, ont accru dans des proportions colossales, tant la quantité de monnaies fiduciaires et scripturales en circulation, que les crédits. Les seuls «euro-dollars» – crédits incontrôlés par les États, accordés en dollars par des banques non-américaines – ont connu dans le courant de la seule année 1973, un gonflement de 50 % de leur volume !

Durant la deuxième partie de l'année 74, le tournant vers la dépression est amorcé au Japon, puis aux États-Unis et en Allemagne, sans cependant encore atteindre la France ni

un certain nombre d'autres grands pays capitalistes. Sur l'ensemble de l'année 1974, la production industrielle marque cependant déjà un fléchissement en Allemagne, aux États-Unis, au Japon et en Grande-Bretagne. L'indice de la production industrielle, établi sur la base de la production de 1970, recule aux États-Unis de 118 à 117 ; en Allemagne, de 114 à 112 ; au Japon, de 129 à 126. Il en est de même pour le produit national brut. Cette notion de produit national est, certes, d'une valeur très relative, car y sont comptabilisés aussi bien des richesses réelles créées, que des services plus ou moins saisissables. La tendance est cependant significative : alors que le produit national brut des États-Unis par exemple s'est accru en 1973 de 5,9 %, de 2,2 % en 1974 – d'où un manque à gagner de 8,1 % ! – ce recul est encore plus impressionnant dans le cas du Japon, présenté pourtant il n'y a pas si longtemps, comme le prototype des miracles capitalistes. Après une progression de 10,2 % en 1973, le produit national brut japonais a en effet marqué un recul de 3,7 % en 1974. Manque à gagner de près de 14 % donc ! Sur l'ensemble des plus importants pays capitalistes, l'année 1974 a été globalement une année de stagnation, avec une croissance de 0 %.

La commerce mondial a, de son côté, marqué le pas. Il n'a, certes, pas encore amorcé en 1974 ce mouvement de recul qui sera le sien en 1975. Mais sa progression en volume est tombée des 12 % de l'année précédente à 4,5 %.

1975, une année de crise

Les tendances amorcées en 1974 se sont aggravées en 1975. Les pays comme la France ou l'Italie, qui avaient encore réussi à maintenir leur production en 1974, ont été touchés à leur tour. C'est ainsi que la production industrielle italienne du premier semestre 1975 a été de 12 % inférieure à celle de la même période en 1974. Recul de la production de l'ordre de 5 % en France au premier semestre, autant en Allemagne, 2,5 % en Hollande. En un mot, le recul est général. Aux

États-Unis, il avait atteint, au cours des trois premiers mois de l'année, 11 %.

Signe autrement plus directement sensible de la crise : l'accroissement brutal du chômage. En France, même d'après les chiffres officiels, le nombre de demandes d'emplois non satisfaites a augmenté de 86 % entre septembre 1974 et septembre 1975. Il y a plus d'un million de chômeurs en France, plus d'un million encore en Italie et en Allemagne, près de 8 millions, c'est-à-dire 8,3 % de la population active, aux États-Unis. Sur l'ensemble des pays industriels, le nombre total des chômeurs atteint officiellement 15 millions. Et il s'agit là du seul chômage total auquel s'ajoutent toutes les formes du chômage partiel.

L'année, certes, n'est pas encore finie, et le deuxième semestre apparaît en général moins catastrophique que le premier. Néanmoins, d'après les prévisions de Fourcade, ministre de l'économie et des finances de la France, qui, dans ses discours publics, ne pêche pourtant pas par excès de pessimisme, le produit national brut de la France aura reculé, pour la première fois depuis 1945, de 2,5 % environ, celui de l'Allemagne de 4,5 %, et celui des États-Unis de 4,7 %.

Ce que signifie ce recul ? Le journal économique *Expansion* considère que le «manque à produire» des pays occidentaux, obtenu en faisant la différence entre leur taux de croissance moyen depuis la guerre et le taux de recul de 1975, peut être chiffré à 450 milliards de dollars, soit près de 2 000 milliards de francs.

Un chiffre de ce genre ne peut être que très indicatif, il donne cependant une idée : c'est l'équivalent de la production annuelle totale de la France et de la Grande-Bretagne réunies ! Même si la crise devait se résorber rapidement, une telle perte gigantesque constitue une condamnation sans appel l'économie capitaliste.

L'inflation et la crise

La crise actuelle qui, après sa phase monétaire initiale, apparaît clairement comme

une crise de surproduction, concrétise la contradiction fondamentale de l'économie capitaliste entre la tendance au développement sans limite de la production et le caractère limité de la consommation solvable.

La crise, c'est-à-dire l'arrêt plus ou moins brutal de la croissance, seul moyen d'adapter après coup une production anarchique à une consommation solvable limitée, survient après une période de prospérité relative exceptionnellement longue. Les récessions n'ont pas manqué depuis la guerre, mais elles n'ont jamais pris un caractère général.

Bien des facteurs expliquent la longueur sans précédent de cette période. La croissance correspondant à la période de reconstruction de l'après-guerre a été relayée par la croissance de secteurs nouveaux ou produisant pour un marché nouvellement élargi. Dans le domaine des articles de consommation, en particulier semi-durables (télévisions, transistors, appareils ménagers, automobiles, etc.) comme dans le domaine des biens d'investissements (automatisation, etc.). Par ailleurs, la multiplication et la diversification des branches de production ont atténué les effets des cycles particuliers de chaque branche sur l'ensemble de l'économie, modifiant par là même la périodicité plus ou moins régulière des crises générales.

Mais surtout la raison principale de la longueur de la période de relative prospérité est d'une part le caractère massif de l'intervention de chaque État en faveur de sa classe capitaliste, et d'autre part le développement sans précédent du crédit privé (en particulier bancaire). Autrement dit, le marché de chaque pays était soutenu par l'État et par le système bancaire, au prix d'un formidable endettement public et privé, au prix d'une inflation permanente.

Par ailleurs, la longue période de croissance était également fondée sur une extension importante du marché mondial, du commerce international. Le cas de la France est à cet égard significatif. Pendant les cinq ans qui suivirent 1968, le marché des articles de consommation s'est élargi de 24 %, celui des moyens de production de 31 %, alors que les exportations se sont accrues de 71 %.

Mais l'élargissement du commerce international lui-même était dans une large mesure fondé sur l'inflation mondiale, en particulier sur l'inflation du dollar. Pas seulement parce que la dépréciation du dollar, en renchérissant les produits américains, facilitait la pénétration de produits européens, japonais, etc... sur le marché américain. Mais aussi et sans doute surtout parce que le commerce international lui-même était financé dans une large mesure par le crédit international en abondance, et avant tout par du crédit en dollar.

Du fait du rôle particulier du dollar dans le système monétaire mis en place au lendemain de la guerre, faisant que le dollar était à la fois la monnaie d'une nation et une monnaie internationale, les dollars jetés dans l'économie par l'État américain ou par le système bancaire contribuaient à inonder d'argent et de crédit non seulement le marché américain, mais aussi le marché international.

Mais la désagrégation du système monétaire et la crise actuelle viennent de montrer que la planche à billets et le crédit en abondance ne peuvent pallier le caractère limité du marché que d'une manière temporaire. Autrement dit, la combinaison des deux a simplement repoussé les échéances, mais elle ne pouvait pas empêcher qu'une crise générale survienne.

Toujours les mêmes remèdes

Les États capitalistes n'ont cependant rien trouvé d'autre pour aider leur classe bourgeoise en difficulté que l'injection massive de l'argent de l'État dans l'économie, soit sous la forme de subventions de commandes directes aux entreprises, soit, lorsque le gouvernement se veut plus social, en aidant indirectement la production capitaliste par différentes formes d'aide à la consommation. Ces dépenses sont en partie financées par des impôts, mais bien plus généralement par la dette publique, c'est-à-dire par l'inflation, c'est-à-dire par la planche à billets.

C'est le procédé utilisé pour tenter de combattre la crise par tous les États capitalistes sans exception.

Comme on le sait, Giscard vient de jeter dans l'économie française 30 milliards de francs, financés par le seul déficit budgétaire. L'Allemagne a décidé un plan de relance de plus, portant sur 6 milliards de marks, à peu près à la même époque. L'Italie avait de son côté débloqué 4 500 milliards de liras pour aider ses capitalistes.

Ainsi donc, même les États qui, comme l'Allemagne, avaient axé leur politique économique sur la lutte contre l'inflation, quitte à ralentir la production, avaient choisi cette année de crise de jouer la carte de l'inflation. Le budget de tous les grands pays industriels est en déficit pour 1975, le record appartenant à la Grande-Bretagne. Pour les seuls États-Unis, le déficit budgétaire prévu est de 60 milliards de dollars. En clair, c'est cette somme que l'État américain jette sans contrepartie dans l'économie.

Soit dit en passant, les responsables de l'économie capitaliste ont un certain cynisme d'accuser les pays producteurs de pétrole d'être responsables de l'inflation, alors que l'excédent des recettes de tous les pays membres de l'O.P.E.P. – recettes touchées pour une richesse réelle livrée – est du même ordre que le déficit du seul État américain.

Les États capitalistes sont bien placés pour savoir où conduit cette politique de planche à billets à outrance. Mais ils n'ont pas le choix. Ils ne peuvent absolument pas se permettre de refuser d'aider par tous les moyens à leur disposition les secteurs menacés par la crise. Aucun État capitaliste ne peut se permettre de laisser la crise faire librement son oeuvre, c'est-à-dire pousser les prix industriels vers la baisse, et précipiter par là même l'élimination des entreprises les moins rentables. Pourtant, la crise est précisément ce purgatif, par l'intermédiaire duquel l'économie capitaliste se débarrasse périodiquement de ses secteurs les moins rentables et favorise la concentration des capitaux aux mains des plus puissants.

Contrairement aux crises précédentes, c'est la première fois donc que le recul de la production ne s'accompagne pas d'un recul ou du moins d'une stagnation des prix. L'inflation mondiale est, au contraire, plus forte en cette

année de crise 1975, qu'elle ne l'a été pendant l'année du «boom» spéculatif en 1973. Ces aides massives des États ne peuvent de surcroît pas renverser la tendance à la crise à elles seules. Les capitalistes n'auront pas tendance à relancer leur production tant qu'ils ne s'attendent pas à une amélioration telle de la situation qu'ils puissent escompter vendre leur production avec le profit moyen. Et même s'ils relancent quelque peu leur production – ne serait-ce que pour avoir un stock minimum – il n'est pas sûr que s'enclenche le mécanisme de la reprise.

Il existe d'énormes capacités de production inutilisées – aux États-Unis, l'appareil productif fonctionne à 65-70 % de sa capacité. Il existe également un grand nombre d'ouvriers en chômage partiel. Il en résulte que la production des articles de consommation – comme par exemple l'automobile qui semble reprendre un peu – peut augmenter, sans que cela se traduise par des investissements nouveaux, donc, par une demande à l'industrie produisant des équipements ; sans même que cela se traduise par des embauches supplémentaires.

L'intervention financière de l'État peut même accroître le risque d'une aggravation de la crise dans le futur, sans aucun effet sur l'économie dans l'immédiat, en poussant à la création de forces productives supplémentaires, alors même que la crise exprime précisément qu'il y a trop de forces productives par rapport à la capacité d'absorption du marché capitaliste.

C'est ainsi par exemple qu'en France, l'État est engagé dans un vaste programme de financement des investissements dans la sidérurgie, alors même que les aciéries et les laminiers travaillent en France à 60-70 % de leur capacité ; alors même que le prix de vente des produits des aciéries s'est effondré.

Ces aides étatiques non seulement ne peuvent pas grand chose contre la crise, mais risquent encore de l'aggraver. Mais en attendant elles aident les groupes capitalistes bénéficiaires à sauvegarder tant bien que mal leur profit, et c'est au fond l'essentiel de ce que ces groupes demandent à l'État.

Seulement l'argent nécessaire pour financer cette aide ne tombe pas du ciel. Il est prélevé, par le biais de l'inflation, sur le pouvoir d'achat des masses travailleuses.

L'impasse monétaire

La poursuite de la politique de subventions étatiques à l'économie capitaliste, qui avait conduit à l'effondrement du système monétaire international, ne peut bien évidemment que rendre plus fragiles encore les relations monétaires. Chaque État capitaliste tente de se parer des deux côtés : verser ce qu'il peut verser à son économie, donc alimenter l'inflation ; mais en même temps, faire en sorte que l'inflation ne soit pas plus rapide chez soi que chez ses voisins, de manière à ne pas défavoriser son commerce extérieur. Le résultat d'une situation où chaque État poursuit avec plus ou moins de bonheur ses propres objectifs est l'anarchie complète.

Dans le système de changes flottants qui est, aujourd'hui, à peu près général, la cote d'une monnaie varie continuellement. Même pas en fonction de la force ou la faiblesse relative de chaque monnaie par rapport aux autres, mais en fonction de l'anticipation que les spéculateurs en font. Or du fait de l'abondance internationale des monnaies et des crédits, d'énormes quantités d'argent sont susceptibles de se déplacer d'un moment à l'autre, se changer d'une devise en une autre, et changer leurs cotes respectives. En réalité, la situation d'une monnaie par rapport à une autre n'a plus qu'un rapport lointain avec la réalité économique. Une monnaie sous-estimée par rapport à une autre un jour, peut être surestimée le lendemain, sans que cette évolution puisse être prévisible.

Le dollar par exemple était coté 3,85 F à son cours le plus bas en automne 1973. Vers mars 1974, il était coté 5,35 F. En cette année 1975, le dollar était coté avant les vacances à 3,99 F, pour atteindre fin septembre 4,58 F !

Autrement dit, en l'espace de quelques mois, des fluctuations de l'ordre de 15 % et plus. On imagine les effets de telles fluctuations sur le commerce international :

l'exportateur est incapable de prévoir à 15 % près le prix exact qu'il touchera pour sa marchandise.

L'instabilité monétaire ajoute donc ses effets à ceux du rétrécissement du marché et de la politique protectionniste des États pour ralentir le commerce international. Ce ralentissement se dessinait à la fin de 1974, il est devenu à quelques exceptions près général en début de 1975. D'effet il devient cause, et pèse d'autant plus sur les activités économiques d'un pays que celui-ci dépend davantage du marché mondial. C'est en particulier le cas des pays européens.

Il est à noter ici que si les balances des paiements des grands pays capitalistes ; pour la plupart fortement déficitaires en 1974 du fait en particulier du renchérissement du prix du pétrole, le sont nettement moins cette année, c'est en général parce que les importations ont été ralenties et non pas parce que les exportations ont été accrues de manière notable. C'est en particulier le cas de la France, qui a résorbé le déficit de son commerce extérieur en pesant sur les importations. Les interventions des États pour équilibrer leurs comptes avec l'extérieur sont allées dans le sens du protectionnisme, dans le sens d'un ralentissement des courants d'échanges.

Changement des rapports de forces

La crise met définitivement fin aux velléités des puissances impérialistes de seconde zone, européennes ou japonaise, de contester l'hégémonie économique des États-Unis.

Ayant développé leur économie sur la base d'une énergie bon marché, favorisées sur le marché mondial par la dépréciation du dollar, les bourgeoisies européennes et japonaise pouvaient avoir l'illusion d'avoir comblé en partie l'énorme écart qui les séparait de la bourgeoisie américaine. En durcissant son attitude pour sauvegarder ses positions malgré la crise, l'impérialisme américain remet les choses à leur place.

Parce que l'économie américaine dépend moins des importations de pétrole que ses concurrentes ; parce que le prix de l'énergie

était dans le passé plus élevé aux États-Unis qu'ailleurs, la hausse du prix du pétrole qui a frappé de plein fouet les économies européennes, avantage les positions des États-Unis relativement à ses concurrents. De surcroît, l'augmentation du prix du pétrole sur le marché mondial revalorise et rentabilise à la fois le pétrole américain, mais aussi les énergies de substitution dont il a le quasi monopole.

Ce changement de fond ajouté à l'utilisation du dollar comme arme économique font que les États-Unis sont en passe de retrouver les positions commerciales sur le marché international qui avaient été menacées auparavant. En reflet de cette situation, la balance commerciale américaine, largement déficitaire en 1972 et 1974, s'annonce largement excédentaire cette année. Changement obtenu, en partie, certes, en pesant de façon protectionniste sur les importations, mais aussi, et contrairement à la plupart des autres pays capitalistes, en développant, au détriment de ces derniers, les exportations américaines.

La crise n'a pas seulement accentué la domination de l'économie de l'impérialisme le plus puissant par rapport aux autres puissances impérialistes, mais a également renforcé la domination globale de l'impérialisme sur les pays du Tiers-Monde.

Le renchérissement du prix des produits manufacturés a détérioré de façon brutale les termes de l'échange entre pays développés et pays sous-développés. Les pays semi-développés qui, dans la situation de relative prospérité antérieure, cherchaient à prendre une position sur le marché mondial pour leurs produits industriels, voient leurs espoirs s'envoler devant l'intensification de la guerre commerciale. Et ce qui est encore plus dramatique, c'est que les principaux produits alimentaires sont également contrôlés par les puissances impérialistes et la hausse de leur prix sur le marché mondial menace d'une famine particulièrement grave.

La crise n'a évidemment pas les mêmes conséquences catastrophiques sur l'économie de ces quelques pays sous-développés qui sont grands exportateurs des quelques ma-

tières premières devenues plus chères, comme le pétrole.

Cependant, si les classes dirigeantes de ces pays ont obtenu un accroissement important de leur part dans le partage mondial de la plus-value, il est illusoire de croire que les économies de ces pays peuvent s'engager sur la voie d'un développement harmonieux, permettant de mettre fin au retard sur les pays impérialistes. Un tel développement nécessiterait un bouleversement révolutionnaire des structures économiques et sociales archaïques de ces pays, ce que les classes dirigeantes locales ne souhaitent pas, et surtout que l'impérialisme ne tolère.

Il est tout aussi illusoire de croire qu'une nouvelle puissance financière arabe serait née, et qu'elle serait susceptible de contester celle des grands pays impérialistes. La puissance financière des pays impérialistes repose sur une économie nationale puissante, même si cette puissance financière s'exerce parfois à l'échelle de la planète.

Avec des économies nationales sous-développées, l'Iran, l'Iraq ou autre Arabie Saoudite non seulement ne peuvent pas prétendre à une place dans la direction financière du monde capitaliste, mais n'ont pas d'autre choix que de reverser leur argent à la disposition des banques et des monopoles (en particulier pétroliers d'ailleurs) des grandes puissances impérialistes établies.

Concentrations et malthusianisme économique

La crise renforcera inévitablement le mouvement de concentration des capitaux, en particulier au profit des grands monopoles, multinationaux ou non.

Ces groupes et ces monopoles tirent leur épingle du jeu face à la crise, en réduisant leur production – parfois au-delà du rétrécissement du marché – et en augmentant leurs prix de façon considérable.

Les grands trusts du pétrole ont donné l'exemple à titre en quelque sorte préventif. Les bénéfices des trusts pétroliers se sont

accrus dans des proportions importantes précisément au moment d'un recul de la consommation mondiale du pétrole, recul qu'ils ont contribué à provoquer avant même que la crise se développe. Grâce à ces bénéfices, les trusts pétroliers ont accentué leur mainmise sur d'autres secteurs de l'énergie (mainmise réalisée antérieurement) concentrant ainsi de nouveaux domaines sous l'autorité de leurs capitaux.

A une autre échelle, et d'une autre manière, les quelques groupes qui dominent en France l'industrie automobile ont réagi face au rétrécissement de leur marché non pas en abaissant leurs prix, mais au contraire en les augmentant de façon considérable. La loi de l'offre et de la demande, alibi du système capitaliste dans bien des cas, n'a pas cours pour les grands groupes.

La concentration des capitaux pendant la crise est encore favorisée par les États, dont les aides et les subventions sont destinées aux plus puissants des groupes capitalistes.

L'offensive bourgeoise et le prolétariat

Dans l'état actuel des choses, déjà, la crise s'est traduite par une offensive de la bourgeoisie contre les conditions de vie des travailleurs. L'accroissement du chômage, y compris les diverses formes de chômage partiel, comme l'aggravation de l'inflation traduisent cette offensive, destinée à tenter de sauvegarder le capital et le profit des capitalistes, au détriment de la classe ouvrière.

Si la crise ne s'approfondit pas et ne s'allonge pas, les États bourgeois chercheront à atténuer quelque peu le poids de cette offensive pour éviter les réactions violentes de la part d'un prolétariat qui, malgré la nature et la politique de ses grandes organisations, n'a nulle part subi de défaites majeures et a gardé intactes ses forces dans tous les grands pays capitalistes.

C'est ce but que visent toutes les mesures dites sociales ou d'aides diverses aux chômeurs etc., prises par les États capitalistes.

Mais ces mesures ont nécessairement un caractère limité.

La prolongation et l'approfondissement de la crise ne peuvent que rendre l'offensive de la bourgeoisie plus brutale. Si les bourgeoisies les plus puissantes ont dans une certaine mesure la possibilité de sauvegarder leurs positions au détriment des bourgeoisies plus faibles, elles ne peuvent, les unes et les autres, sauvegarder globalement leurs profits qu'au détriment de la classe ouvrière.

Tout dépend maintenant de la combativité de la classe ouvrière, et de sa cohésion autour d'un programme de lutte. Avancer un tel programme et contribuer à forger cette unité, sera la tâche de toutes les organisations ouvrières dans l'ensemble du monde capitaliste touché par la crise.

Après une brève relance à la fin des années 1970, la production industrielle s'effondre à nouveau en 1980-1981. Ce nouvel effondrement poussera les gouvernements bourgeois – notamment celui de Mitterrand, en France – à décider d'un train de mesures antiouvrières brutales, « la politique de rigueur », pour faire payer la crise aux travailleurs. Cet article de 1982 (un mois avant l'annonce du « tournant de la rigueur » en France) revient notamment sur le poids qu'ont pris la dette et le crédit dans la société capitaliste en crise.

L'économie capitaliste en crise : le système financier et monétaire vers la banqueroute

Le spécialiste es-économie d'une des radios périphériques commentant récemment les taux d'intérêt particulièrement élevés pratiqués par les États-Unis et leurs conséquences néfastes pour l'économie mondiale, a prophétisé péremptoirement : la situation ne manquerait pas de s'améliorer puisqu'elle est tellement anormale qu'elle n'a pas de précédent depuis... 1929.

C'était là une variante optimiste et d'une naïveté déconcertante de l'évocation de la crise de 1929 à propos de la situation actuelle. Généralement, ce genre d'évocations ne pêchent pas par un optimisme excessif. Elles sont fréquentes aujourd'hui, y compris sous la plume des plus hauts responsables de l'économie capitaliste. Elles sont alimentées par quelques similitudes frappantes entre ce qui se passe actuellement et ce qui a précédé ce fameux jeudi noir du 24 octobre 1929, où le krach de la bourse de New York annonça la plus grande crise mondiale que l'économie capitaliste ait connue jusqu'alors.

Comme à cette époque-là, il y a une préférence de plus en plus marquée de la classe capitaliste à utiliser ses capitaux pour la spéculation financière plutôt que pour l'investissement productif. Comme à cette époque-là, l'envolée des taux d'intérêt américains attirent les capitaux d'un peu partout dans le monde vers New-York et son marché financier. Comme à cette époque-là, plus qu'à cette époque-là, le système financier est mon-

dial et il est dominé par les capitaux américains ; et le flux des capitaux et des crédits américains est la pierre de touche de toute l'économie internationale.

Et il n'y a pas jusqu'à certains craquements dans le système financier qui n'aient un air de déjà entendu.

Un petit entrefilet du Monde du 21 mai par exemple évoquait la déconfiture de la société Drysdale, « nouvelle et dynamique firme de courtage » aux dires du journaliste, entraînée vers la faillite pour avoir spéculé à contre-sens, et dont la grande banque Chase Manhattan accepta in extremis de payer les dettes arrivées à échéance d'un montant pourtant impressionnant de 140 millions de dollars, simplement pour éviter une série de défaillances en chaîne.

En 1929 pourtant, l'emballement financier, la vague de spéculation et l'envolée des taux d'intérêt qui avaient abouti au krach, avaient précédé la crise économique.

Aujourd'hui, il y a déjà la crise. Ou plus exactement, il y a déjà des crises.

Crise d'abord du système monétaire international qui dure maintenant depuis, disons, une bonne dizaine d'années, si l'on prend pour point de départ les crises successives du dollar de 1971 à 1973, qui ont entraîné la dislocation de tout le système monétaire international mis en place en 1944 à Bretton Woods. Si les différentes grandes monnaies restent convertibles

les unes dans les autres – avec la disparition de la convertibilité, le commerce international serait ramené au troc – la convertibilité à l'échelle internationale n'est plus assurée depuis 1973 à des taux connus d'avance. Les taux de change des monnaies varient au jour le jour. Les pays du Marché Commun, liés par des relations commerciales particulièrement importantes – et pour lesquels donc une certaine stabilité des changes est vitale – ont par deux fois mis en place un système régional destiné à maintenir une stabilité un peu plus grande au moins entre leurs monnaies. La première tentative, le «serpent monétaire», s'est usée en quelques années. Le Système Monétaire Européen qui lui a succédé en 1979 est, depuis un an, de plus en plus ébranlé par les mouvements spéculatifs, périodiquement «réajusté» et, le 13 juin encore par la dévaluation du franc français et la réévaluation concomitante du mark allemand et du florin hollandais.

Mais à partir de cette période 1974-1975 où, pour la première fois depuis la guerre, la production industrielle a chuté à l'échelle du monde, sur un fond d'instabilité monétaire, c'est la crise économique tout court. Rappelons qu'à l'époque, au creux de la dépression qui se situait à des trimestres différents suivant le pays, la production industrielle avait enregistré une baisse de 14,1 % aux USA, de 10 % en France et en Allemagne, et de 18 % au Japon. Depuis cette époque, même pendant les moments dits de reprise, la croissance globale de la production a été faible, les capacités de production restèrent sous-utilisées, les investissements ont très nettement fléchi et le chômage n'a pas cessé de s'accroître.

Et en 1980, avec un nouveau et franc recul de la production industrielle à l'échelle du monde, l'économie internationale est rentrée dans une nouvelle et grave récession dont, malgré quelques soubresauts, elle ne voit toujours pas le bout.

Le produit national brut a reculé en 1980 de 5,6 % en Allemagne, en 1981 de 5,5 % aux USA et la France, dont les dirigeants affirment faire mieux que les autres, a tout juste maintenu stagnant son produit national brut en 1981.

L'emballlement financier actuel, avec ses profits spéculatifs et ses taux d'intérêt élevés

se greffe donc sur une situation économique marquée par ailleurs par une dégradation persistante.

Les plus optimistes des laudateurs du système capitaliste en tirent une sorte de réconfort : l'économie ne s'en tire pas si mal que cela puisque tout ne s'est pas effondré avec la stagnation de la production. Et en particulier le système financier international, dont l'effondrement avait joué en 1929 un rôle majeur dans la propagation et l'internationalisation d'une crise au début américaine et dans le long marasme qui s'en suivit, survit très bien pour l'instant. Qui plus est, le système financier offre des possibilités de profit que la production stagnante n'offre pas.

Les profits d'une activité financière de plus en plus détachée de l'activité productive sont cependant factices. Le décalage entre une production léthargique et des opérations financières croissantes en volume est lourd de conséquences pour l'ensemble du système économique capitaliste. Les capitaux qui se gonflent dans des opérations financières ou dans la spéculation – il n'y a nulle frontière bien tracée entre les deux – puisent en dernier ressort dans les profits dégagés par les capitaux investis dans la production. La spéculation peut offrir un champ intéressant pour l'immédiat aux capitaux frappés par la baisse du taux de profit dans la production, elle ne permet pas l'accroissement global du profit. L'emballlement financier est explosif et les signes avant-coureurs d'une explosion, c'est-à-dire d'une grave crise financière et bancaire rejetant définitivement la production dans le marasme, sont déjà perceptibles. En d'autres termes, si la crise est, à certains égards, commencée depuis longtemps, à d'autres, elle est peut-être encore à venir.

L'illusion de s'enrichir en vivant à crédit

Il avait été universellement admis que la crise monétaire qui avait précédé la crise tout court de 1974-1975, ainsi que le dérèglement du système monétaire international, si préjudiciable aux échanges, donc, à la production,

étaient la conséquence et la contrepartie des dépenses étatiques excessives, financées par la planche à billets – notamment les dépenses de l'État américain, financées par une émission excessive de dollars – et du développement formidable et incontrôlable des crédits bancaires.

Et pourtant, dès que la production chuta en 1974-75, déclenchant un vent de panique dans le monde capitaliste, le système capitaliste en général et les différents États en particulier, accentuèrent encore, et dans des proportions inconnues jusqu'alors, leurs pratiques antérieures. Les dépenses étatiques – et les déficits qu'elles entraînaient – ne se réduisirent pas, ils augmentèrent. Et le crédit, c'est-à-dire l'endettement, puisque c'est la même chose vue par un autre bout, a connu un gonflement extraordinaire.

L'ombre de 29 rôdait là encore autour de cette attitude du monde capitaliste. Au lendemain immédiat de 1929, les États avaient laissé agir les mécanismes économiques. On sait ce qu'il en advint.

Après 1974-75, l'attitude fut inverse : tenter par tous les moyens, déficit budgétaire, crédit facile, argent jeté dans l'économie, de suppléer à l'insuffisance du marché.

Et la chute de la production fut, en effet, enrayée. Mais il n'y a pas eu de véritable reprise non plus. Le système capitaliste a changé de médication pour remédier à la crise, expression en dernier ressort, de la contradiction entre la tendance de la production capitaliste à un développement illimité, et le caractère limité du marché.

La nouvelle médication – nouvelle par rapport à 29 – a limité le premier accès de fièvre de 74-75. Mais elle n'a pas guéri le malade. Ce n'est pas un raisonnement – c'est la constatation d'une évidence. Malgré toutes les «relances» possibles et imaginables, malgré toutes les variantes de mesures budgétaires, monétaires, tentées par les différents États, malgré toutes les politiques de crédit, encore une fois, jamais depuis 1974-75 il n'y a eu un véritable redémarrage économique impliquant la reprise des investissements, la diminution du chômage, le retour vers le plein emploi des capacités de production.

Et voilà donc la nouvelle chute de la production de 1980-81.

Mais les remèdes utilisés n'étaient pas et ne sont pas neutres.

Après 1974-75, ils avaient l'air de bénéficier plutôt à l'économie malade. La chute de la production n'a en tout cas pas freiné le flux des capitaux. Au contraire il y avait donc de plus en plus de crédits et de capitaux offerts à l'économie. Tous les États ont accentué leurs aides aux grandes entreprises capitalistes. Directement, en accroissant les commandes étatiques aux entreprises, en multipliant les subventions, les plans de sauvetage pour la sidérurgie ici, pour l'automobile ou le textile là. Indirectement, par l'entremise des investissements des secteurs nationalisés ailleurs. Dans les deux cas, ces dépenses étatiques supplémentaires étaient financées ou bien par l'émission de papier-monnaie supplémentaire ou par un endettement accru de l'État auprès du système financier ou bancaire qui rachetait les obligations ou les bons du trésor émis par l'État ou encore par un appel aux crédits internationaux. Toutes ces solutions impliquaient de toute façon un accroissement du volume des monnaies et des crédits en circulation. Toutes ces solutions impliquaient également un endettement accru et l'inflation.

Par ailleurs, les grandes sociétés capitalistes, avec l'aide et la garantie de leur État, s'ouvraient des marchés de substitution auprès des États des pays au pouvoir d'achat limité et traditionnellement peu acheteurs : pays sous-développés, pays de l'Est.

Les «contrats du siècle» entre groupes capitalistes occidentaux et l'URSS, pays de l'Est, Brésil, Mexique, etc., se multipliaient, financés par de volumineux crédits à l'exportation accordés par des consortiums bancaires, garantis par l'État. Parfois ces prêts étaient même bonifiés par l'État, en d'autres termes, si le crédit était trop cher pour que le pays importateur puisse se l'offrir, c'est l'État des groupes capitalistes exportateurs qui prenait en charge une partie des intérêts à payer.

Si donc, il y a eu une certaine reprise de la production elle-même après 1974-75, c'est, outre l'activité des entreprises d'État ou du secteur public, en raison de cette stimulation

des crédits d'exportation et en raison de la politique d'argent facile du système bancaire international.

Mais qu'est-ce qui rendait possible cette importante offre de capitaux, ce gonflement des crédits internationaux qui irriguaient l'économie internationale ?

D'abord et surtout la quantité colossale de dollars émis par les États-Unis durant la période antérieure pour financer leurs déficits – et qu'ils continuaient d'ailleurs à émettre – et qui, en raison de la dépréciation du dollar, par rapport au mark, au yen, etc., durant les années consécutives à la crise monétaire, restaient plus ou moins au dehors, à la recherche d'une spéculation à saisir, ou d'un placement intéressant.

Ensuite, et de façon liée à la cause précédente, il y avait les «pétro-dollars». La hausse du prix du pétrole, voulue et préparée par les trusts pétroliers, avait cependant considérablement accru les revenus monétaires des pays pétroliers dont certains, faute d'un usage à l'intérieur, remettaient ces dollars dans les circuits monétaires internationaux.

Sur la base de cette offre de capitaux, s'engageait la fiévreuse sarabande du système bancaire international et des institutions financières.

Le «recyclage» de ces capitaux, suivant le terme consacré, c'est-à-dire leur mise en circulation sur les marchés financiers internationaux, pour n'importe quel usage, pourvu qu'il permette de prélever un profit au passage, accroissait les activités financières internationales des banques, faisait naître et prospérer des institutions financières spécialisées dans les placements de toutes sortes, pour ne pas dire dans la spéculation. Alors que Paris n'est nullement une place financière comparable à New-York, Londres ou sans doute même à Francfort, le système bancaire français effectue par exemple 45 % de ses activités en devises, c'est-à-dire sur le marché international des capitaux. C'est dire qu'il trouve une partie substantielle de ses profits non pas dans les prêts aux investissements productifs, mais dans les opérations financières internationales. C'est dire aussi à quel point l'équilibre ou plus exactement la simple survie du système ban-

caire français dépend du dit système financier international !

Sur la base de l'offre importante de capitaux, et d'une demande sans cesse croissante du côté des États, le système financier international engendrait et développait de nouvelles formes de crédits internationaux, ni contrôlés ni contrôlables par les États, comme les euro-dollars ou plus généralement les euro-devises.

La masse des euro-devises, c'est-à-dire des crédits ouverts par le système bancaire en une devise donnée, mais en dehors de l'État qui émettait la devise en question, qui représentait par exemple une dizaine de millions de dollars en 1960, a dépassé au 30 septembre 1981, la somme de mille quatre cents milliards de dollars si l'on y intègre les prêts interbancaires et six cent milliards de dollars si on ne compte que les crédits consentis aux entreprises capitalistes ou aux États.

Comme plus de 86 % de ces «euro-devises» ont été en 1981 libellés en dollars, remarquons en passant à quel point sont ridicules les prétentions des dirigeants américains – ou du système bancaire américain – à contrôler la masse des dollars en circulation. A supposer même qu'ils le veuillent ou le puissent pour ce qui est des dollars officiellement contrôlés par le système bancaire américain, ils sont totalement sans prise sur les euro-dollars.

Par l'intermédiaire des dépôts recueillis ou des crédits consentis, le système financier international hypertrophié, enserre le monde entier dans un réseau serré de dépendances. «L'intégration financière apparaît plus forte et plus complète que l'intégration économique et, bien sûr, politique» constate le rapport annuel de l'Institut français des relations internationales «l'adhésion de la Chine et de la Hongrie au FMI et la demande d'adhésion de la Pologne sont des exemples récents du caractère exceptionnel de l'intégration financière au regard de la fragmentation politique et économique mondiale».

Seulement, justement, cette intégration financière n'a pas mis fin à la fragmentation économique et politique. Et si le PDG de la Citibank peut déclarer fièrement que, grâce aux techniques modernes utilisées par le système financier international – transmission quasi

instantanée des ordres par satellites artificiels, etc. – «il est capable de déplacer l'argent et les idées sur l'ensemble de la planète en quelques minutes», les monnaies, elles, sont toujours nationales, et les capitaux en déplacement doivent se convertir de l'une à l'autre. Avec les milliards de dollars spéculatifs déplacés à la vitesse de la lumière, ce sont les pressions qui s'exercent sur les taux de change qui se déplacent à la même vitesse.

La contradiction majeure du système capitaliste mondial, entre l'internationalisation croissante de la production, et le caractère national de la bourgeoisie et de son État, trouve ainsi une expression financière dans le fait que le capital financier est international alors que les monnaies qui servent à l'exprimer sont nationales. Et cela ajoute un élément de plus à l'instabilité de la situation. Les possibilités de spéculations financières, comme il en existe une multitude dans le cadre de chaque économie nationale – spéculation sur les actions en bourse, sur l'immobilier, sur les matières premières, etc. – trouvent un registre supplémentaire du côté de la spéculation monétaire. Les variations de taux de change entre monnaies sont désormais objets permanents d'anticipation pour des capitaux en quête de profit – ou simplement en quête de sécurité face à une dévaluation possible. La chose n'est certainement pas nouvelle. Mais les taux de change flottants – c'est-à-dire théoriquement définis par les seules offres et demandes – font de la spéculation une sorte d'obligation, au point que le mot perd même tout sens. Quel est le trésorier d'une banque ou d'une grande entreprise internationale qui, sachant ou simplement subodorant qu'une monnaie va se déprécier, ne convertirait pas cette monnaie-là en une autre, plus solide ?

Le gonflement du système financier international implique la spéculation – tout aussi vrai. En tous les cas, comme l'ont constaté les économistes américains Sweezy et Magdoff, parlant des années consécutives au début de la crise monétaire aux États-Unis : «Une vague de spéculation s'est emparée des autres secteurs (en sus de l'immobilier) ... Par exemple le nombre des contrats de vente à terme de marchandises négociés en 1980 était quatre fois et demi plus important qu'en 1970. L'esprit

spéculatif a excité l'imagination et multiplié les nouveaux types de commerce spéculatif auxquels participaient les entreprises et les individus fortunés : valeurs à options, devises étrangères, taux d'intérêts futurs. La quasi-totalité des nouvelles formes de spéculation sont apparues ou ont pris leur essor dans les années 1970, au moment même où se confirmaient les tendances à la stagnation de la production. A l'heure actuelle le volume des transactions à terme spéculatives de toutes espèces (matières premières, métaux précieux, instruments financiers et devises) dépasse deux milliards de dollars (c'est-à-dire 2 000 milliards) par an».

Pendant les premières années de la crise monétaire, l'offre de capitaux alimentait en quelque sorte la demande. Il y avait de l'argent en pagaille – du moins pour la classe capitaliste – on s'en servit pour spéculer. Puis, la spéculation étant intéressante, plus intéressante même que l'investissement productif, elle attira des capitaux qui auraient dû aller précisément vers ces investissements productifs. La courbe des investissements productifs du secteur privé d'un côté, du montant des opérations financières de l'autre, constituent deux branches de ciseaux. Même l'argent dont les États inondent leurs économies nationales théoriquement pour se substituer pour les investissements aux capitaux privés défaillants est, au moins en partie, transformé en capitaux spéculatifs par des mécanismes plus ou moins subtils.

L'endettement des grandes entreprises est par exemple considérable et sans cesse croissant. Est-ce parce que ces entreprises sont acculées à emprunter pour survivre, face à l'abaissement de leur taux de profit qui ne leur permettrait pas d'accumuler et d'auto-financer leurs dépenses d'investissements ? Peut-être. Mais peut-être aussi qu'il leur est plus intéressant d'emprunter moins cher – grâce aux bonifications d'État, etc. – pour financer leurs dépenses d'investissements ou d'amortissements indispensables, et placer, en même temps, dans une spéculation plus rentable leurs fonds propres. Il est totalement impossible de démêler la part de chaque aspect. Et cependant le résultat du mouvement est clair : les investissements privés régressent

alors que l'endettement des entreprises privées augmente, Alors ?

Et c'est bien là qu'il y a un lien entre les spéculations engendrées par le système financier et le marasme de la production. Ces capitaux qui se déplacent au long des réseaux financiers serrés qui enferment complètement le monde, ne participent pas seulement à une gigantesque loterie spéculative, où ne gagneraient ou perdraient que ceux qui y participent, c'est-à-dire la classe capitaliste. Il n'y a aucune frontière entre capitaux spéculatifs et capitaux productifs ; il n'y a qu'une différence dans l'usage des mêmes capitaux, et encore, cette différence elle-même n'est pas nécessairement perceptible. Seulement il se trouve que dans ce bas monde capitaliste, ce sont ces capitaux, et eux seuls, plus exactement ceux qui les détiennent, qui ont le pouvoir extraordinaire de mettre en marche des usines ou, au contraire, de les arrêter.

L'endettement du monde

Les crédits déversés dans l'économie, sans pratiquement de grands résultats dans la production, se sont donc traduits cependant par un formidable endettement général. Les États, comme les grandes sociétés industrielles privées, et même dans une certaine mesure les particuliers, ont dépensé au cours des années passées, en se surendettant.

Les résultats ?

Aux seuls États-Unis, entre 1970 et 1980, la dette publique est passée de 450 milliards à 1063 milliards de dollars – soit une augmentation de 134 % – et la dette privée est passée de 975 milliards de dollars à 2 841 milliards donc une augmentation de 192 %. Le produit national brut et, à plus forte raison, la production industrielle, ont été évidemment bien loin de s'accroître dans les mêmes proportions.

Seulement maintenant, il faut assurer le paiement permanent des services de la dette intérêts, charges, échéances dues, etc. – sans même parler du total des remboursements. Pour l'ensemble des États-Unis, ces services de la dette représenteraient annuellement 500 milliards de dollars. C'est-à-dire une somme du

même ordre que l'ensemble du produit national brut – c'est-à-dire le prix total de l'ensemble des produits et services créés en une année – d'un pays comme la France !

«Il est de notoriété publique aux États-Unis – assurait le journaliste du Monde Paul Fabra – qu'une bonne dizaine des plus grosses sociétés industrielles ou commerciales sont au bord de la faillite, si elles ne sont pas virtuellement en état de cessation de paiement». La faillite retentissante de la grande compagnie d'aviation Braniff – suivant d'ailleurs celle de la compagnie anglaise franc-tireur du secteur, Laker – venait d'illustrer le caractère fondé de l'assertion.

Le même Paul Fabra cite d'ailleurs le cas d'une autre société géante américaine, l'International Harvester, incapable de rembourser ses dettes venues à échéance en 1981 d'un montant total de 3,4 milliards de dollars. A titre de comparaison, cette somme représente à peu près les trois-quarts des sommes dues pendant la même période par la Pologne.

Et justement, à ce formidable endettement des entreprises s'ajoute celui des États. Y compris des plus riches. La dette publique de l'État allemand est passée de 18 % du produit national brut en 1970 à 35 % en 1980. Les seules charges de la dette absorbent 50 % des crédits nouveaux mis en circulation. L'État français est endetté à peu près au même niveau, mais ses dettes sont plus diffuses, car une partie n'en apparaît qu'au travers des dettes des sociétés nationalisées, EDF, PTT, etc., dont au moins la première a largement fait appel au système financier international pour financer son programme électro-nucléaire.

Pour les grands pays impérialistes, l'endettement est souvent en grande partie intérieur, c'est-à-dire que c'est en partie à leurs propres banquiers que ces États ont à verser les charges et les intérêts et, surtout, en devise nationale. (Encore que ce n'est pas toujours vrai et, les seules dettes extérieures de la Grande-Bretagne par exemple représentent 26 % de son produit national brut.) Autrement dit, à défaut de pouvoir assurer le paiement autrement, ces États peuvent toujours le faire en émettant des monnaies de leur fabrication.

Cela aggrave l'inflation et cela déprécie encore plus la monnaie nationale, mais enfin, cela ne sera certes pas la première fois qu'un État aura remboursé ses dettes en monnaie de singe.

Le cas des pays de l'Est et des pays sous-développés est généralement plus grave. Leur endettement est surtout extérieur. Pour rembourser il faut qu'ils aient des devises. Mais par quel miracle ? Surtout en cette période de crise et de restrictions de marchés, où le peu de débouchés dont pouvaient disposer les pays de l'Est, comme les pays sous-développés, se restreignent encore ou disparaissent ; et où, par ailleurs, il y a une pression croissante pour faire baisser les prix des matières premières minérales ou agricoles qui constituent en général la seule marchandise exportable des pays sous-développés.

Les difficultés économiques de la Pologne illustrent le cas d'un certain nombre de pays de l'Est.

Pour les pays sous-développés, c'est encore pire. Déjà de 1973 à 1980 – c'est-à-dire pendant cette période où des groupes financiers occidentaux prospéraient en engageant des opérations financières vers les pays sous-développés – alors que sur ces sept ans les pays pauvres non-pétroliers avaient emprunté une somme globale de 332 milliards de dollars, ils ont dû payer, pour seul service de cette dette et des dettes antérieures, la somme de 338 milliards. Autrement dit, ce qu'ils empruntaient s'en allait déjà intégralement, et au-delà, pour payer les services de la dette !

Comme le remarquait dans une tribune libre du Monde un homme qui n'a pourtant rien ni d'un marxiste ni même d'un humaniste sensible aux misères du Tiers-Monde, puisqu'il s'agit d'un ex-gouverneur de la Banque Nationale de Grèce, «les pays pauvres sont utilisés comme un moyen de recyclage de financement qui ne sert, en fait, que le marché international des capitaux».

Qu'en termes de banquiers ces choses-là sont dites !

Certains États – le Zaïre, le Costa-Rica ou la Corée du Nord – ne parviennent plus à payer même les intérêts de leurs dettes. D'autres y parviennent de plus en plus difficilement, en particulier les deux États dont la dette exté-

rieure passe pour la plus importante du monde : le Mexique et le Brésil.

De peur que la défaillance d'un seul débiteur important n'entraîne des réactions en chaîne incontrôlables, le système financier international, aidé par les États les plus puissants, en particulier américain, consent pourtant de nouveaux prêts, accepte des rééchelonnements, et il est même question de moratoires, c'est-à-dire de la suppression totale ou partielle de certaines dettes.

Aussi, on arrive à cette situation aberrante que, à l'échelle du monde, les États et les grandes sociétés déjà surendettés, continuent à rechercher des crédits nouveaux, simplement pour payer les échéances de crédits anciens. Et qu'en face le système bancaire, pourtant de plus en plus affolé devant la menace de la débâcle, est forcé d'accorder ces crédits précieusement pour éviter la débâcle.

Il y a donc, toujours, une formidable demande de crédits et donc, de capitaux. C'est précisément parce qu'il y a cette demande importante que les taux d'intérêt – c'est-à-dire le prix de l'argent prêté – continuent à augmenter. Car ils augmentent partout et pas seulement aux États-Unis, mais aussi sur les marchés des euro-dollars. Et c'est une spirale infernale car les charges des dettes sont en général liées aux taux d'intérêt pratiqués. Ce qui signifie que, par exemple, chaque fois que le taux d'intérêt augmente, on augmente d'autant ce que les débiteurs doivent rembourser et on augmente du même coup leur besoin d'emprunter de nouveau pour pouvoir rembourser.

La querelle des taux d'intérêt

Contrairement à ce qu'affirment les dirigeants des pays impérialistes autres qu'américains, le mal n'est donc pas dû aux seuls taux d'intérêt pratiqués par les États-Unis, c'est l'ensemble du système qui est en cause, et gravement. Seulement, évidemment, les États-Unis ont d'autres moyens que les autres de tirer leur épingle du jeu et de faire supporter par les autres les conséquences néfastes de la situation.

Malgré son endettement déjà formidable et malgré aussi les promesses électorales de Reagan d'en revenir à l'équilibre budgétaire, l'État américain qui a besoin d'aider ses capitalistes, maintient et accroît son déficit budgétaire. Ce déficit atteindra pour 1982 la somme encore jamais vue en la matière de 100 milliards de dollars.

Les autres États seraient d'autant plus malvenus de s'en étonner qu'ils font exactement la même chose. Le déficit budgétaire de la France par exemple est passé de 30 milliards de francs en 1980 à 76 milliards en 1981 pour s'acheminer vers les 95 milliards au moins en 1982.

Ces déficits budgétaires représentent une belle demande en perspective pour les prêteurs. Seulement, il se trouve que, dans le contexte d'instabilité présent, on prête plus facilement aux États-Unis qu'au Zaïre ou même à la France. Cela signifie que les emprunts, bons du trésor, obligations d'État des États-Unis trouvent infiniment plus facilement preneur que les bouts de papier du même genre émis par d'autres États. Cela fait affluer les capitaux vers les États-Unis en même temps que cela pousse les taux d'intérêt vers le haut et raffermir le dollar. Et évidemment, si ces capitaux en viennent à manquer ailleurs, ce n'est pas le problème des États-Unis ; pas plus que ce n'est leur problème si, pour tenter de retenir les capitaux qui s'enfuient, les autres États sont forcés d'aligner leurs propres taux d'intérêt sur ceux des États-Unis. Et donc de rendre le crédit plus cher chez eux, y compris pour leurs propres capitalistes ; et donc encore aggraver leur propre inflation.

La boucle est donc en passe d'être bouclée. L'emballlement du système financier s'entretient de lui-même alors que rien dans l'évolution présente ou prévisible de la production ne justifie cet emballlement. Et les États, en accroissant leur déficit budgétaire, n'aident que partiellement la production à ne pas sombrer, ils aident plutôt le système financier à s'emballer encore plus.

Jusqu'où cela peut durer ? Personne ne le sait. Mais le système financier ne peut que parasiter la plus-value créée par les travailleurs dans la production, il ne peut pas la remplacer. Or il y a de moins en moins de plus-value de dégagée, pour la bonne raison qu'il y a de plus en plus de chômeurs. Le chômage a connu un bond de 31,6 % dans les pays du Marché Commun entre décembre 1980 et décembre 1981.

Le banquier grec déjà cité parle d'une évolution «qui ne peut que conduire l'humanité vers un désordre économique sans précédent dans l'histoire». Et pose la question «avons-nous conscience que le monde d'aujourd'hui ne vit que par la création de monnaies, de dettes et d'emprunts ?».

Eh oui, les banquiers ont tout l'air d'en être parfaitement conscients. Ils ont d'abord 1929 devant les yeux, et les publications spécialisées d'organismes internationaux genre OCDE, des organismes financiers, sont pleins d'avertissements plus alarmistes les uns que les autres, et signés non point de journalistes marginaux, mais des sommités du monde des affaires.

Mais quel banquier, même s'il vient juste d'apposer sa signature au bas d'un article prédisant la catastrophe, se refuserait le contrat à tant pour cent, qui ferait peut-être avancer le monde d'un pas vers la catastrophe, mais qui lui rapporterait du profit ?

C'est en pleine connaissance de cause des banquiers que le système capitaliste entraîne le monde vers la catastrophe. Banquiers et financiers sont partagés entre la grande crainte que le système bancaire international s'effondre et l'émerveillement que cela ne soit pas encore arrivé.

L'effondrement du système financier mettrait cependant un point final à tout espoir de reprise économique, à supposer qu'un tel espoir existe encore, et précipiterait le monde vers des catastrophes incommensurables même avec ce qui suivit 1929.

En 1983, l'économie mondiale semble donner de timides signes de reprise. Ce sont les premiers fruits des attaques menées par la bourgeoisie sur deux fronts : contre les peuples des pays pauvres, étranglés par la dette ; et contre les travailleurs des pays les plus riches, frappés de plein fouet par les « politiques de rigueur ».

Reprise américaine... sur le dos du restant du monde ?

Depuis la fin 1979, la crise de l'économie mondiale se traduit par un franc recul de la production en même temps que par une chute du commerce mondial. C'est la deuxième fois que cela arrive depuis le début de la crise mondiale. La première période de recul de la production avait duré à peu près deux ans, en 1974-1975. La récession en cours touche-t-elle à sa fin ? Les plus optimistes des augures de l'économie capitaliste répondent affirmativement à la vue des signes de reprises de la production qui se manifestent aux États-Unis depuis disons le début de l'année. Oh, les plus optimistes eux-mêmes n'osent parler que de la fin de la récession et non point de la fin de la crise tant même une reprise de la production ne signifie nullement reprise des investissements ; tant la crise monétaire demeure et tant une crise majeure du système financier mondial devient sans cesse plus menaçante.

La récession en 1982

A supposer que les signes timides de reprise économique se confirment en 1983 et 1984, la deuxième récession de la décennie aura atteint son point le plus bas à la fin de l'année 1982. Pour la deuxième fois depuis la guerre, la production des pays industriels a baissé (-0,2 % en 1982 ; -0,7 % en 1975) et l'utilisation des capacités de production aussi, passant aux États-Unis par exemple de 85 % en 1980 à moins de 70 % en 1982.

Le volume des échanges mondiaux a baissé parallèlement pour la deuxième fois (-2,5 % en 1982 ; -3,5 % en 1975). La récession

ayant duré plus longtemps que la précédente et rendu plus sensible les limites du marché mondial a par ailleurs entraîné un net regain du protectionnisme les accords commerciaux bilatéraux entre États (baptisés «échanges compensés») et qui ne sont que du troc déguisé, ont considérablement augmenté et représenteraient à l'heure actuelle près de 30 % du commerce mondial. Les pays exportateurs de produits manufacturés du Tiers-Monde sont les premiers touchés par les mesures protectionnistes des pays industriels qui leur opposent des «contingents d'importation» ou leur imposent des accords de «restrictions volontaires» et multiplient les normes comme les règlements sanitaires, ces derniers pénalisant les produits agro-alimentaires des pays sous-développés. Une autre forme de protectionnisme agressif consiste en la généralisation des subventions aux exportations des biens d'équipement par les gouvernements occidentaux.

L'incidence globale de la montée du protectionnisme est difficile à évaluer car elle prend de multiples formes hypocrites ; mais la période où les échanges internationaux croissaient plus vite que la production elle-même et contribuaient à en accélérer encore la croissance, est révolue. La guerre économique a bel et bien commencé, à coup de normes, de cartellisations, de marchés réservés, de dumping ou de taux de change... sur un marché mondial en rétrécissement.

Le chômage quant à lui s'est accru brutalement à partir de 1980 en Europe et depuis, l'accroissement est incessant. Aux États-Unis, au cours de la reprise de 1976-79, le chômage avait diminué pour tomber de 8 à 6 % en

quatre ans. Mais à partir de 1980, il a presque doublé en trois ans, passant de 6 à 11 %. Depuis le début de cette année, le chômage a de nouveau reculé, mais le nombre de chômeurs demeure encore plus important que lors de la récession précédente.

Les signes d'une reprise douteuse aux États-Unis et en Allemagne en 1983

Au premier semestre 1983, des signes de reprise se sont donc manifestés aux États-Unis avec une augmentation de la production industrielle de 4,5 % selon les chiffres du FMI voire de 8,5 % pour les estimations les plus optimistes, et une augmentation de 2,5 % du PNB selon les estimations de l'OCDE. Le chômage quant à lui avait diminué d'un point par rapport au taux record de 10,5 % de la population active à la fin du premier semestre et serait redescendu à 8,8 % en octobre 1983.

En Europe cependant, seule l'Allemagne Fédérale aurait marqué une certaine progression de sa production industrielle avec un taux de +2,1 %, mais d'après les experts de l'OCDE il s'agirait d'un résultat artificiellement gonflé par une prime temporaire à l'investissement accordée par le gouvernement, des mesures d'aides publiques à la construction et plusieurs grosses commandes exceptionnelles. Pour le moment, personne ne parie sur une reprise durable en Allemagne où la consommation intérieure a marqué un net recul à la suite de la baisse des salaires réels des deux dernières années, et où le chômage a atteint un taux record en mai 1983 avec 2 300 000 chômeurs – trois fois plus qu'en 1980 – même s'il a très légèrement régressé depuis.

En France, les résultats du premier semestre 1983 sont en-deçà des prévisions. La production industrielle a bien légèrement augmenté de 1 % mais les carnets de commandes sont au plus bas depuis la récession de 1974-75. L'INSEE s'attend à une baisse de la production industrielle de 2 à 3 % d'ici la fin de l'année, et les investissements ont marqué une rechute de 4,9 % dès le deuxième tri-

mestre 1983. Pour les huit premiers mois de l'année, le nombre des faillites d'entreprises a déjà dépassé de 13 % les scores des huit premiers mois de l'année dernière. L'OCDE prévoit une hausse continue du chômage au moins jusqu'à la fin 1984.

En Grande-Bretagne comme aux Pays-Bas, la production industrielle est restée stagnante au premier semestre. En Italie elle a reculé de 3,3 %.

Les prévisions pour l'Europe restent donc sombres et le chômage devrait atteindre 20 millions de personnes, soit près de 12 % de la population active d'ici la fin 1984. La production industrielle du Japon qui s'est pourtant à peu près bien maintenue en 1982 a reculé à son tour au premier trimestre avant de repartir semble-t-il au second.

Restent donc les espoirs liés à la reprise économique américaine dont tout le monde attend qu'elle entraîne la reprise du reste de l'économie mondiale.

Or cette reprise américaine ne fait pas l'unanimité, du moins en ce qui concerne sa profondeur et sa durée possible. Au début de l'année 1983, la remontée soudaine de la production (2,5 % et 9,2 % au premier et au second trimestres) avait pour une grande part un caractère à la fois technique et spéculatif. Elle a reflété d'abord un fort mouvement de restockage, à la suite d'un déstockage massif à la fin 1982. Mais les chiffres les plus spectaculaires concernent l'augmentation de la construction de logements résidentiels qui a atteint +52 % au premier trimestre 1983, après avoir baissé de 10,2 % fin 1982. Il s'agit là manifestement d'investissements spéculatifs, de possédants désireux de placer leur argent dans la pierre. Pour le moment la reprise américaine n'a touché ni les biens d'équipement, ni les firmes exportatrices. Il est vrai que les investissements en machines et en outillages n'ont généralement suivi qu'avec décalage les premiers signes de reprise lors des récessions précédentes en Amérique du Nord. Mais les experts de l'OCDE remarquent que le redressement actuel reste plus modeste et plus lent que ceux des précédentes reprises, et qu'il faudrait que les industriels aient confiance dans l'avenir (ce sur quoi per-

sonne ne peut tabler) pour que l'investissement productif suive et se confirme. Et les plus pessimistes des économistes américains quant à eux pensent qu'une nouvelle récession pourrait survenir aux États-Unis dès 1985 !

Il n'est donc pas du tout certain que la reprise économique américaine actuelle soit durable. A bien plus forte raison, qu'elle puisse entraîner le reste de l'économie mondiale. Car ce coup d'accélérateur économique en Amérique peut tout aussi bien n'être qu'un sous-produit de la crise mondiale actuelle, et de la crise financière en particulier.

La banqueroute qui plane sur le monde financier reste toujours possible et dans le contexte actuel, les prêts et les investissements à court terme aux États-Unis, le sanctuaire du capitalisme, restent un refuge. La masse des capitaux flottants qui il y a encore quelques années cherchaient des occasions de spéculations heureuses et n'hésitaient pas à jouer contre le dollar, s'est brutalement canalisée en un flux irrésistible vers l'Amérique. Avec la deuxième récession mondiale, le dollar est redevenu la monnaie la plus recherchée du monde et a supplanté l'or comme valeur refuge.

Et la reprise américaine actuelle pourrait ne traduire que l'afflux des dollars européens et latino-américains qui se placent sur le marché financier américain dans les emprunts d'État ou dans des investissements industriels peu risqués, plutôt que dans les emprunts et les investissements dans leurs pays d'origine.

La reprise américaine peut être le symptôme alarmant d'une fuite généralisée des capitaux vers les États-Unis. Comme ces capitaux mexicains qui sont venus s'investir cette année dans les placements immobiliers de choix à Manhattan, Miami, Houston ou Los Angeles et qui se montent à la moitié des emprunts mexicains à l'étranger pour ces trois dernières années.

Et c'est en cela que cette reprise américaine, loin d'être en mesure d'induire automatiquement la reprise mondiale, pourrait simplement priver de capitaux le reste du monde où les gouvernements aggravent les politiques d'austérité pour permettre aux capitaux im-

mobilisés nationalement de continuer à dégager des profits qui vont aussitôt nourrir l'emballage spéculatif de la place financière américaine !

1975-1980 : une économie de croissance lente et d'endettement accéléré dans les pays industriels

Le système capitaliste avait semblé conjurer la première récession mondiale de 1974-75 au moyen d'une politique d'argent facile et d'extension sans limite du crédit. Dans les pays industriels, l'endettement des firmes auprès des banques et les subventions étatiques ont évité les faillites en chaîne. Les prêts massifs aux pays sous-développés les moins pauvres les ont rendus consommateurs de biens d'équipement et ont élargi les marchés industriels des pays riches qui ont pu continuer à accroître leurs exportations. Il a donc pu sembler pendant près de six ans que le système bancaire et financier mondial, plus perfectionné, plus puissant et solidaire qu'avant-guerre, et disposant surtout de l'assurance des grands États impérialistes et de leurs banques centrales, ait pu amortir l'onde de choc d'une récession mondiale et même stimuler la relance économique.

Mais, rétrospectivement, ces quelques années de reprise économique modérée semblent surtout avoir accumulé de nouvelles contradictions sans avoir résolu les anciennes. Tout s'est passé comme si la prospérité spéculative et financière de l'entre-deux récessions, n'avait été que la forme prise par une phase, somme toute classique mais ordinairement plus éphémère, de toute crise économique capitaliste : la phase où le marché de l'argent disposant d'une autonomie suffisante, bénéficie du marasme général, avant de s'effondrer à son tour. La différence cette fois-ci étant que cette phase s'est étalée sur plusieurs années.

C'est au cours de la dernière décennie en effet que la classe capitaliste dans son ensemble a commencé à juger qu'il était plus

profitable d'acheter et de vendre des créances que d'investir dans la production.

Les investissements dans les pays sous-développés eux-mêmes, où contrairement aux pays industriels les taux de profit sont restés élevés, ne se sont pas réalisés directement, mais essentiellement au travers des prêts bancaires (le plus souvent garantis par des organismes étatiques) ou des contrats industriels passés et garantis par les États impérialistes. Pendant six ans, les prêts à certains pays du Tiers-Monde se sont avérés extrêmement lucratifs, assurant aux grandes banques occidentales des rentrées régulières et sûres qui ont rentabilisé les créances plus ou moins douteuses qu'elles détenaient sur les entreprises métropolitaines.

L'endettement des firmes privées a doublé aux États-Unis, a crû dans des proportions sans doute semblables en Europe, les déficits budgétaires se sont considérablement creusés. Dans le même temps la croissance de la production dans les pays riches tombait de 5 % dans les années soixante à 3 % en moyenne pour les années soixante-dix, et la croissance des investissements tombait de 6 % dans les années soixante à 1,5 % en moyenne pour les années soixante-dix. C'est au sein même du monde industrialisé que l'endettement économique s'est nourri de lui-même, aboutissant à une énorme hypertrophie de l'appareil financier mondial, par rapport à la production et aux transactions commerciales effectives. Cette hypertrophie financière a pris une dimension supplémentaire avec les prêts massifs à une partie du Tiers-Monde (+20 % par an) qui y ont financé une croissance rendue particulièrement fragile et vulnérable par sa dépendance totale des marchés occidentaux. Et ce réseau financier mondial gonflé à la suite de la première récession de la décennie devait connaître son heure de vérité avec la récession des années quatre-vingt.

Car une nouvelle récession économique, pour le moins, ne pouvait manquer de survenir. Les investissements ne se sont accrus un peu pendant les années soixante-dix que dans le Tiers-Monde. Une fraction des capitaux occidentaux à la recherche d'un taux de profit supérieur à ce qu'ils étaient susceptibles de

rapporter par des investissements productifs, ont profité du crédit facile pour s'investir dans les zones de la planète où la force de travail est sous-payée et donc susceptible de rapporter un profit supérieur. Mais cette croissance n'a pas créé en contrepartie de nouveaux marchés de consommation de masse. La pseudo-industrialisation d'une ou deux dizaines de pays du Tiers-Monde n'a été qu'une vaste entreprise de sous-traitance occidentale. Les filiales des firmes occidentales, les «usines clefs en mains», les chaînes de montage, les unités de sous-traitance électroniques, les grands travaux à l'utilité discutée, ont essaimé de façon disparate en Amérique latine, en Asie, au Moyen-Orient, en Afrique, alors que les populations des mêmes continents se sont appauvries. Cette prétendue croissance économique des pays pauvres, entièrement tournée vers les exportations, n'a créé de débouchés réels que pour les industries occidentales de biens d'équipement, aggravant encore à l'échelle de la planète la contradiction fondamentale entre l'extension des capacités productives et la limitation de la consommation solvable.

Le seul mode de régulation économique véritable que connaisse le système capitaliste est l'ajustement a posteriori des capacités productives aux capacités d'absorption limitées du marché sous la forme d'une dévalorisation massive et brutale du capital (faillites en chaîne -arrêt de pans entiers de la production). Tous les expédients étatiques et financiers n'ont jamais réussi jusqu'à présent qu'à reculer l'échéance de cet ajustement destructif et dramatique pour aboutir à une crise plus formidable encore.

La première récession de 1974-75 n'a pas joué ce rôle régulateur. L'économie mondiale a repris péniblement son souffle sur le dos du Tiers-Monde tout en aggravant ses déséquilibres monétaires, financiers et productifs. Quelques années plus tard, le marché même artificiellement élargi par un recours effréné au crédit, s'est trouvé de nouveau saturé, et cette fois, l'endettement a atteint un niveau tel que les banquiers les plus aventureux commencent à s'effrayer et limiter les crédits.

1980-1982 : des conditions réunies pour un krach financier mondial

Depuis deux ans, les banques occidentales sont avant tout inquiètes des annonces de dépôt de bilan en provenance des conseils d'administration d'entreprises. Les prêts aux entreprises nationales ne produisant plus d'intérêts (les «actifs non-performants») s'accumulent et détériorent les bilans bancaires. Au plus fort de la récession en 1982, les montants des prêts intérieurs définitivement perdus ont doublé voire triplé selon les pays.

La montée des faillites, réelles ou potentielles, tant du secteur privé que des États, est devenue une obsession chez les grandes banques du monde entier. Et elles hésitent à prêter. L'époque du crédit facile est révolue.

Avec la seconde récession de 1980-82, la crise économique mondiale entre dans une seconde phase : l'euphorie financière commence à douter d'elle-même. Désormais, non seulement les détenteurs de capitaux renoncent à investir productivement, mais ils rechignent à prêter. Tout qui se dégage comme capital liquide est désormais à la recherche de placements plus sûrs que rentables..

On est entré dans cette phase de la crise économique où la superstructure bancaire et financière de l'économie capitaliste n'est plus en état de profiter du marasme, mais ne veut plus assurer aucun risque, chacun ne songeant qu'à sauver ses positions.

Toutes les conditions sont réunies pour un krach financier, et pour que le premier choc menace de faire s'écrouler le fantastique échafaudage international de cavaleries de traites et de créances.

La dette des pays sous-développés et la panique financière mondiale de l'été 1982

Le premier choc est arrivé avec les défauts de paiement successifs des pays sous-développés les plus endettés. Après la Po-

logne, ce sont le Brésil, l'Argentine, le Chili, le Nigéria et quelques autres qui ont dû reporter leurs remboursements. L'été 1982, un vent de panique a soufflé sur le monde bancaire international. Le Mexique, dont les ressources en pétrole et gaz naturel sont énormes et dont personne ne mettait jusque-là en doute la solvabilité, fermait son marché des changes et se déclarait incapable d'assurer le service de sa dette étrangère estimée à 80 milliards de dollars (le total de l'endettement des pays sous-développés se monte à quelque 700 milliards de dollars). En réalité, l'ensemble des prêts au Tiers-Monde, aussi importants soient-ils, ne représentent que 5 % du total des prêts de l'ensemble des banques occidentales, et 10 % des prêts des principales grandes banques internationales. Mais la combinaison de crédits nationaux devenus peu sûrs et les encours importants sur des pays incapables désormais de faire face à leurs obligations, a mis un certain nombre de grandes banques en état de faillite virtuelle.

Les pays sous-développés comme les pays de l'Est qui s'étaient fortement endettés la décennie précédente ont été les premiers frappés et le plus brutalement par la nouvelle récession mondiale. Ils l'ont été doublement. D'une part par la chute de leurs exportations, tant en volume qu'en valeur les cours des produits de base autres que les combustibles sont tombés à leur niveau le plus bas depuis la Deuxième Guerre mondiale – sans même parler du prix du pétrole qui est à la baisse depuis la récession et a mis en difficulté les pays producteurs jusque-là considérés comme privilégiés – et les mesures protectionnistes des pays impérialistes ont surtout joué à l'encontre des produits manufacturés venant du Tiers-Monde. En 1982, les quatre plus gros emprunteurs qui ont dû différer leurs remboursements devaient payer des versements qui dépassaient 50 % de leurs recettes d'exportation.

D'autre part ils ont été frappés par la hausse du dollar et celle des taux d'intérêt qui ont gonflé artificiellement et dramatiquement le service de leur dette. A partir de 1980 en effet, les grands États impérialistes à la suite des États-Unis ont financé leurs déficits budgétaires moins par l'inflation comme dans la

période précédente, que parle gonflement de la dette publique, c'est-à-dire l'émission systématique d'emprunts d'État qui ont entraîné la hausse générale des taux d'intérêt et la fin de la dépréciation du dollar. Et les pays sous-développés ont été les premiers à devoir payer pour l'aggravation des déficits budgétaires occidentaux et particulièrement américain.

En outre les banques internationales ont prêté moins facilement et à des conditions plus dures dès l'amorce de la récession (en 1982, elles ont même moins prêté aux pays du Tiers-Monde qu'elles n'ont reçu sous forme de remboursements de principal), ce qui a contribué à aggraver encore plus si c'est possible les difficultés de paiement des pays sous-développés. C'est ainsi qu'en deux ans, bon nombre d'entre eux se sont trouvés au bord de la banqueroute.

En réalité, ce ne sont pas en eux-mêmes les retards de paiement des pays sous-développés qui ont mis les banques occidentales au bord de la faillite. Ils ont simplement agi comme révélateurs de toutes les faillites potentielles du monde bancaire occidental.

Quand un pays pauvre demande le report des échéances de sa dette, il ne disparaît pas. Et s'il ne choisit pas de refuser à payer ses dettes (et aucun ne l'a fait jusqu'ici), il est simplement bon pour l'usure. Jusqu'à présent, s'il est arrivé aux banques de devoir patienter (surtout depuis la récession de 1980-82), elles n'ont jamais perdu d'avoirs du côté des pays sous-développés, aux dires même de la Banque Mondiale. Ce qui par contre n'est pas du tout le cas du côté des 53 000 compagnies américaines qui ont fait faillite en 1982 et dont l'essentiel des obligations à l'égard des banques s'est envolé avec elles ; ce qui n'est pas non plus le cas, autre exemple, des trusts sidérurgiques insolubles en Europe où les banques (nationalisées en France) durent convertir leurs prêts en capital, c'est-à-dire renoncer définitivement aux intérêts tout en devenant solidaires des pertes présentes et futures.

Des plans d'austérité sont imposés aux États des pays pauvres au bord de la banqueroute, pas aux grandes familles qui contrôlent les grosses entreprises occidentales insol-

vables et soutenues par leurs États respectifs, ces familles dont les fortunes personnelles restent intouchables.

La véritable question est que l'accumulation des retards de paiement de la part de gros débiteurs du Tiers-Monde ou des pays de l'Est, considérés jusque-là sans risques, a déclenché une crise de confiance généralisée au sein du monde bancaire international. En août 1982, le problème venait moins du Mexique qui après tout ne demandait qu'un moratoire, que du consortium des grandes banques engagées au Mexique qui a menacé de refuser le rééchelonnement des prêts (contrairement à toute la pratique précédente), risquant d'entraîner par là un arrêt de tous les prêts au Tiers-Monde, des banqueroutes en chaîne et un krach bancaire international.

Il est difficile de démêler la part de chantage et de panique réelle dans ces menaces. De la même façon que les entreprises défailtantes se tournent vers l'État dans chaque pays, les banques internationales qui avaient financé les prêts internationaux se sont tournées vers le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale dont les ressources viennent des grands États impérialistes. De leur côté, les dirigeants des institutions financières internationales, à commencer par ceux du FMI, se sont mis à avoir peur de la peur des banques. Ils ont mobilisé tous leurs efforts (et leurs ressources) pour rétablir le minimum de confiance nécessaire et convaincre les banques d'assurer les rééchelonnements des dettes du Tiers-Monde et la continuité du flux financier mondial.

Le Fonds Monétaire International a donc joué le rôle de pompier de la finance internationale, en avançant de l'argent bien sûr, mais surtout en imposant comme condition aux nouveaux prêts des plans d'austérité draconiens, au Mexique comme au Brésil et à tous les autres pays demandant le rééchelonnement de leur dette. Il s'agissait de sauver la mise aux banques commerciales en leur assurant politiquement en quelque sorte que les intérêts des rééchelonnements seraient bien versés. Tout comme la flotte américaine basée au large de l'Amérique Centrale leur garantit militairement que les États d'Amérique latine

hésiteront avant de refuser de payer définitivement leurs dettes comme l'avait fait l'État ouvrier russe au lendemain de la révolution de 1917 à l'égard des emprunts russes.

Et de fait, la renégociation des dettes avec les grands débiteurs du Tiers-Monde en difficulté s'est avérée une opération d'une rentabilité extrême. Les rééchelonnements portent sur des durées de plus en plus courtes (5 à 7 ans maximum à l'heure actuelle) et s'accompagnent de commissions bancaires substantielles. En outre le débiteur doit payer des intérêts beaucoup plus élevés que sur les anciens crédits. D'après l'OCDE, si l'on tient compte des commissions bancaires, la dette réaménagée rapporte aux banques un montant annuel supérieur d'environ 2 % au rendement financier initialement prévu. Le contrecoup des retards de paiement pour les banques aurait été ainsi largement amorti par le durcissement des modalités de réaménagement qui s'est produit ces trois dernières années.

Mais la situation dans les pays sous-développés, elle, devient dramatique. En Amérique latine le PNB aurait chuté de 15 %, les importations de 30 %. Le revenu par habitant a baissé pour la troisième année de suite. La Banque Mondiale prévoit pour 1983 une baisse supplémentaire des revenus de 10 %. Cela n'a pas empêché le FMI d'exiger des ajustements supplémentaires au plan d'austérité en 1983, en échange de nouveaux prêts. Pour payer, les États compressent leurs importations, réduisent l'économie à la paralysie, et la population pauvre à la famine. L'État brésilien va réaliser cette année un surplus commercial de six milliards de dollars, au prix de coupes sombres dans les importations, sans que cela lui permette d'ailleurs de faire face aux remboursements. Et la situation est semblable pour le Mexique et l'Argentine. L'engrenage de l'usure s'accélère. Les banques, elles, récupèrent leurs mises avec des intérêts supplémentaires, mais continuent de réduire globalement leurs prêts, l'avenir restant trop incertain. Et l'appauvrissement des pays sous-développés contribue en retour à aggraver la crise mondiale.

En 1982, ce qu'on appelle la «solidarité» des banquiers internationaux a donc joué. Ou

plutôt le renflouement des banques par l'État américain et les grands États européens s'est réalisé au prix de l'étranglement des pays sous-développés. Mais la solidarité entre les usuriers impérialistes ne résistera pas forcément à un deuxième choc, comme la banqueroute non pas de pays pauvres cette fois, mais d'un certain nombre de pays industriels tout autant endettés alors qu'ils ne sont toujours pas sortis de la récession économique.

La dette extérieure des grands États industriels

La plupart des pays européens sont en passe de se trouver dans la même situation d'endettement extérieur que les pays sous-développés. Depuis deux ans, la part de leur endettement extérieur par rapport à leur dette publique intérieure s'est considérablement accentuée. Si les États-Unis, eux, financent à bon compte leur déficit budgétaire avec les capitaux du monde entier qui viennent se convertir en dollars et y chercher des placements refuge, les autres pays impérialistes commencent à devoir payer leur endettement au prix fort.

A l'heure actuelle, l'endettement extérieur de bon nombre de pays industriels a passé le stade irréversible où il leur faut de plus en plus emprunter en devises étrangères et surtout en dollars pour rembourser. La situation est particulièrement inquiétante pour les pays qui s'enfoncent toujours dans la récession et dont la monnaie n'est pratiquement pas utilisée dans les paiements internationaux. Le Portugal, l'Espagne, l'Italie, la Belgique (dont la dette extérieure se chiffre à 24 % du PNB contre 8 % fin 1980), le Danemark, peut-être même les Pays-Bas, doivent aujourd'hui exécuter les consignes d'austérité du FMI, comme n'importe quel pays sous-développé. Ils ont l'ordre de baisser les salaires réels, de revenir sur les clauses d'échelle mobile, d'économiser sur les budgets sociaux. Pour assurer le service de la dette, eux aussi en sont réduits à compresser les importations, ce qui leur permet des communiqués de victoire sur le rétablissement de leur balance commerciale qui

sont autant de communiqués de défaite pour le niveau de vie de la population.

La France, elle aussi, commence à être dans une position critique. L'État français est à l'heure actuelle le deuxième emprunteur mondial, après les États-Unis, mais certes pas aux mêmes conditions, sans compter l'énorme endettement international de l'EDF, la SNCF et des autres entreprises nationalisées. (L'EDF comme la SNCF ont dû cette année réduire leurs investissements pour pouvoir assurer un service de la dette trop lourd).

L'endettement extérieur de la France se serait accru au minimum de 35 milliards de dollars en moins de deux ans.

La dette extérieure de la France est estimée à 70 milliards de dollars, c'est-à-dire un endettement dont le montant place la France pas loin derrière le Brésil et le Mexique, les deux grands débiteurs du Tiers-Monde. Convertis en francs, cela fait 500 milliards, c'est-à-dire à peu près les deux tiers du budget annuel de l'État.

D'après les prévisions, récemment évoquées par le journal *Le Monde*, la charge annuelle de la dette serait telle que, dès 1985, la France serait contrainte d'y consacrer l'intégralité de sa capacité annuelle d'emprunt. Autrement dit, elle devra donc emprunter simplement pour rembourser ses dettes antérieures.

La question du rééchelonnement de cette dette commencerait même à se poser car, d'après les experts, son service annuel et le remboursement en principal qu'elle va exiger à partir de 1985 risque de devenir insoutenable. Cela signifie qu'un État comme la France risque la banqueroute d'ici un ou deux ans s'il n'y a pas de reprise économique d'ici là. Et le crédit des débiteurs français (État, entreprises nationalisées ou non) sur le marché financier international peut se perdre tout aussi rapidement que pour le Brésil ou le Mexique auxquels les banques internationales étaient prêtes à accorder sans restriction de nouveaux prêts il y a encore dix-huit mois.

Si la récession dure en Europe, à supposer même que la reprise se confirme aux États-Unis, ce ne seront plus simplement le Brésil ou le Mexique qui iront frapper à la

porte du FMI, mais ce seront la Belgique, l'Italie, les Pays-Bas, le Danemark et, qui sait, même la France, pour annoncer qu'ils ne peuvent plus payer leurs dettes. Et cette fois-là, il n'est pas évident que l'État américain acceptera de renflouer le FMI pour faire les avances nécessaires. D'autant qu'en 1982 pour se porter garant du rééchelonnement des dettes des États en difficulté et tenir lieu désormais de prêteur de dernier ressort, le FMI a marchandé auprès de l'État américain et des États européens de nouvelles ressources, en espérant obtenir la possibilité d'emprunter sur le marché international des capitaux au même titre que n'importe quelle banque. Mais si un grand nombre de pays demandent à profiter de nouvelles facilités, le Fonds aura, paraît-il, épuisé avant deux ans les ressources propres et empruntées qu'il espère recevoir. Le monde risque alors de compter un emprunteur de plus en difficulté. On ne voit guère qui pourrait alors sauver le FMI !

Et en 1983, un an après la panique mexicaine, les économistes constatent avec inquiétude qu'en l'absence d'une reprise mondiale vigoureuse une nouvelle crise financière est en train de mûrir, en se demandant si elle n'emportera pas cette fois tout le système.

Après l'étranglement des pays pauvres, l'attaque en règle contre le niveau de vie des populations des pays industriels

Après la récession de 1980-82, le monde a connu une baisse de la production pour la deuxième fois depuis la guerre. Mais c'est la première fois depuis la guerre que le niveau de vie des travailleurs a sensiblement baissé dans la plupart des pays industrialisés.

Lors de la première récession en 1974, tous les gouvernements occidentaux, sociaux-démocrates ou conservateurs, avaient pratiqué la même politique de maintien de la demande intérieure en maintenant la consommation au moyen des indemnités de chômage

et des budgets sociaux, tout en laissant les salaires suivre l'inflation.

Cette fois-ci, les gouvernements conservateurs ou sociaux-démocrates s'alignent sur les mêmes politiques d'austérité.

Aux États-Unis, même avec la reprise actuelle, les augmentations nominales de salaire en 1983 ont été les plus faibles depuis quinze ans, très inférieures à l'augmentation du coût de la vie (bien des conventions collectives négociées ces derniers mois prévoyant même des réductions de salaire ou leur blocage).

Quant aux pays d'Europe, ils sont encore loin évidemment de la situation dramatique des pays sous-développés. Mais les différents gouvernements s'en prennent aux revenus populaires comme aux couvertures sociales.

Le gouvernement belge prévoit de nouvelles hausses des cotisations sociales et de la fiscalité locale qui devraient se traduire par une chute de 1 % du revenu disponible des ménages. Aux Pays-Bas, la consommation des ménages va reculer pour la cinquième année consécutive et le nouveau budget prévoit une baisse des salaires des fonctionnaires et du salaire minimum.

En France, sans qu'il y ait eu de mesures spectaculaires depuis le blocage des salaires pour trois mois en 1982, le gouvernement continue à exercer de multiples pressions pour que les salaires retardent sur l'inflation (en donnant le ton dans la Fonction Publique) et l'on prévoit une stagnation du pouvoir d'achat des ménages pour 1983 et une baisse de 1 % pour 1984.

La justification officielle de toutes ces politiques d'austérité est de relancer les exportations. Mais comme elles contractent la consommation et les marchés intérieurs, on voit mal vers qui chaque pays pourrait exporter plus.

En réalité ces batailles économiques pour la conquête d'une meilleure place sur le marché mondial passent par une guerre économique des différents gouvernements contre leurs populations respectives.

Le véritable problème des dirigeants des États impérialistes n'est d'ailleurs pas de permettre une quelconque relance nationale, mais de permettre à leurs capitalistes natio-

naux de continuer à dégager des profits, pendant la récession elle-même. Parce que ce n'est pas l'économie de spéculation dans laquelle le monde capitaliste s'est enfoncé depuis des années qui permet de dégager des profits supplémentaires, même si chaque capitaliste en particulier ne voit pas d'occasion de profit en dehors de la spéculation. Et la seule façon de dégager plus de profits en période de récession est de diminuer la rémunération de la force de travail.

En baissant les salaires, bien sûr, mais ce n'est pas la seule façon. Dans les pays industrialisés les salaires proprement dits ne représentent qu'une fraction de la rémunération de la force de travail. Une bonne part est socialisée et distribuée de façon indirecte sous forme de prestations sociales, ou dispensée en nature par le biais de services publics (enseignement, santé, transports en commun). Et c'est au travers des budgets d'austérité, en pesant sur les budgets sociaux et publics que les gouvernements disputent désormais à l'ensemble de la classe ouvrière une partie de ses ressources pour les mettre à la disposition du capital.

L'avenir dira donc si, une certaine reprise aidant, la bourgeoisie parviendra à éviter l'effondrement financier généralisé.

Ce qui est certain, c'est qu'éviter l'effondrement bancaire implique soit que l'on aide, au besoin par la force, le système bancaire à récupérer ses énormes créances, intérêts et profits compris ; soit que les États directement ou par le Fonds Monétaire International interposé, rachètent aux banques leurs créances douteuses.

En d'autres termes, les banquiers ne pourraient sauver leurs profits et la bourgeoisie sauver le système financier de l'effondrement, qu'au prix d'une aggravation des conditions d'exploitation déjà intolérables des masses pauvres des pays du Tiers-Monde et au prix d'une chute du niveau de vie de la classe ouvrière.

Reste à savoir quelles seront les réactions de la classe ouvrière, des pays pauvres comme des pays riches, devant la guerre ouverte qui leur est déclarée par la bourgeoisie impérialiste.

Nouvel épisode de récession en 1993.

La crise économique

Sur le plan économique, 1993 est restée une année de récession. C'est la troisième récession internationale depuis vingt ans où la production de biens matériels ne fait pas que stagner, mais recule franchement.

En 1974/1975, la production industrielle a reculé dans tous les grands pays industrialisés sans exception, de pourcentages s'échelonnant de 0,2 % pour le Japon à 7,7 % pour les États-Unis.

En 1980/1982, nouveau recul international de la production, avec des chutes de 9 % pour les États-Unis.

Cette fois, après avoir été les premiers à reculer en 1990, les États-Unis ont passé le relais à l'Europe : à la France, mais aussi à l'Allemagne, passée pendant si longtemps pour un modèle de réussite.

Chacune de ces récessions, même prise isolément, représente un immense gâchis pour la société. Mais au-delà de l'alternance des récessions et des faibles reprises, sur l'ensemble de cette dernière période de vingt ans la progression de la production a été nettement plus faible que pendant les vingt ans précédents et le chômage s'est accru sans cesse dans l'ensemble des pays industriels, sans même parler des autres. Cela constitue un gâchis plus grand encore, sur le plan économique, social, humain.

L'accroissement du volume des capitaux consacrés aux opérations financières au détriment de ceux consacrés à la production de biens réels a été également le trait permanent de l'économie durant ces vingt ans. La prépondérance de la finance sur l'industrie est, depuis ses débuts, un des aspects fondamentaux de l'impérialisme. Elle a pris au cours de ces vingt ans une ampleur sans précédent. La sphère financière et boursière a pris une importance telle – le volume de l'argent consacré, par exemple, à des opérations financières dans les transactions internationales est estimé cinquante fois plus important que le vo-

lume de l'argent consacré à la circulation des marchandises – qu'elle apparaît aujourd'hui complètement déconnectée de la production de biens réels. La spéculation rapporte plus et plus vite que l'industrie. Le capitalisme devient de plus en plus usuraire.

Cette « sphère financière » est monopolisée, à l'échelle du monde, par un nombre restreint de groupes financiers, de grandes banques, de trusts multinationaux. Ces derniers bénéficient du soutien sans faille de leurs États. La politique de tous les gouvernements des puissances impérialistes a été de favoriser la « dérégulation » du marché financier, c'est-à-dire la possibilité pour les capitaux financiers et boursiers de se déplacer d'un bout à l'autre de la planète, sans limite et sans contrôle. Le volume des capitaux susceptibles de se déplacer dans l'espoir d'un profit spéculatif rapide est devenu tel qu'il est sans commune mesure avec ce que les États ont dans leurs réserves, États-Unis compris. Les États sont pratiquement désarmés devant les mouvements spéculatifs attaquant leur monnaie. Après la livre sterling britannique, la lire italienne et quelques autres, le franc français en a fait l'expérience en août dernier et encore aujourd'hui. Comme en a fait les frais le système monétaire européen, dont il y a un an les gouvernants disaient qu'il devait mener à une monnaie unique européenne.

L'endettement des États est tout à la fois la conséquence et une des causes premières de cette prépondérance de la finance sur l'industrie, de la spéculation sur la production.

Les dépenses des États ont joué partout un rôle majeur pour permettre à la classe capitaliste de compenser son manque à gagner du fait de la stagnation des marchés. Les déficits croissants des finances publiques en sont partout la contrepartie.

Cela signifie que la charge et le niveau de la dette publique s'accroissent partout, non

seulement en valeur absolue mais aussi en pourcentage de la production.

L'accroissement incessant des intérêts payés par les États reflète le parasitisme croissant du capital. Le grand capital n'a même pas à se donner la peine de s'investir dans la production ni à dépendre pour ses profits des aléas du marché. Les États y pourvoient. A eux la charge de faire payer ce parasitisme à l'ensemble de la population. Le capital a de moins en moins à se préoccuper des moyens de faire payer ses débiteurs, et même d'exploiter les prolétaires lui-même, l'État s'en charge pour lui.

Le paiement des intérêts de la dette est en passe de devenir un des principaux postes budgétaires dans la plupart des États. Mais l'accroissement de ce poste signifie des coupes claires dans les autres. Voilà pourquoi les équipements collectifs régressent et toutes les formes de service public (éducation, santé, etc.) se dégradent, même dans les pays industrialisés les plus riches. Voilà pourquoi les systèmes de sécurité sociale cèdent partout la place aux systèmes de garanties payantes pour les couches aisées et à la charité, privée ou institutionnalisée, pour les autres. La dégradation des services publics s'ajoute au chômage, à la baisse de la masse salariale, pour accentuer l'inégalité au sein de la société.

Paupérisation croissante d'un côté, concentration croissante de la richesse de l'autre : toutes les crises de l'économie capitaliste conduisent à une concentration du grand capital. La crise actuelle a considérablement accru la mainmise sur l'économie d'un nombre restreint de groupes financiers.

L'intense mouvement de concentration de capitaux des années 80 s'est déroulé à l'échelle internationale. Si la mondialisation des monopoles les plus puissants est aussi vieille que l'impérialisme, la déréglementation de la circulation des capitaux a favorisé les fusions, les acquisitions, à l'échelle internationale.

Jamais sans doute dans le passé les liens de l'économie internationale n'ont été aussi denses et dans d'aussi nombreux secteurs. Quelques groupes gigantesques organisent

l'activité économique de centaines de milliers, voire de millions d'hommes dans un grand nombre de pays de la planète.

Mais, en même temps, ces grands groupes continuent à s'appuyer sur leurs États nationaux dans cette économie qui prétend avoir comme fondement le marché libre. Mais, malgré toutes les négociations du GATT, comme malgré tous les prétendus acquis du «marché unique européen», le marché n'est nullement «libre». Il est seulement le lieu de confrontation des rapports de forces.

Ce sont les pays sous-développés qui sont les principales victimes de cette évolution dans le domaine des relations entre pays. Si certains pays pauvres, en nombre limité, ont réussi à accrocher leur développement économique aux intérêts de grands groupes industriels, en leur fournissant notamment une main-d'œuvre bon marché, des continents entiers, comme l'Amérique latine et surtout l'Afrique, sombrent dans la misère et la famine.

Les tentatives pour maintenir ou accroître le profit capitaliste ont pris au cours des vingt ans passés, sur le plan technique, une grande variété de formes. Elles ont cependant toutes consisté à réduire la part de la classe ouvrière. En réduisant partout le niveau de vie de la classe ouvrière, en en transformant une fraction croissante en chômeurs, assistés ou non, le capitalisme décompose et pourrit toute la société.

La collaboration des États et des organismes internationaux sous l'autorité des États-Unis a permis à la bourgeoisie, jusqu'à présent, d'éviter que les vagues spéculatives et les bulles financières successives se traduisent par un effondrement économique comparable à ce qui s'est produit dans les années trente. Mais au rythme où vont les choses, le capitalisme finira par étouffer la production et rendre le chômage catastrophique, de façon progressive peut-être, mais aussi sûrement qu'il l'a fait il y a soixante ans de façon brutale.

C'est une économie, une société en crise profonde. La bourgeoisie n'a aucune autre issue à proposer à cette crise que la gestion au jour le jour, en imposant aux masses exploitées des conditions d'existence de plus en

plus dures. Seule la renaissance du mouvement ouvrier, sur une base révolutionnaire, peut ouvrir devant la société des perspectives : celles du bouleversement radical des rapports de propriété, l'expropriation de la bourgeoisie et le remplacement du système économique capitaliste par une économie socialisée et planifiée.

C'est pourquoi les perspectives ouvertes par la révolution russe de 1917 sont toujours d'actualité.

Dans un court texte écrit en 1847, avant même la rédaction du Manifeste du Parti communiste, Engels explique quelques-unes des idées fondamentales du communisme. Les crises, déjà, y sont abordées : Engels en donne une définition simple qui reste parfaitement d'actualité aujourd'hui. Et il donne déjà, comme seul remède aux crises du capitalisme, la socialisation des moyens de production et la planification de l'économie.

Engels, extrait des Principes du communisme

XII. Quelles furent les autres conséquences de la révolution industrielle?

La grande industrie créa, avec la machine à vapeur et autres machines, les moyens d'augmenter rapidement, à peu de frais et jusqu'à l'infini la production industrielle. La libre concurrence imposée par cette grande industrie prit rapidement, à cause de cette facilité de la production, un caractère extrêmement violent. Un nombre considérable de capitalistes se jetèrent sur l'industrie, et bientôt on produisit plus qu'on ne pouvait consommer. La conséquence fut que les marchandises fabriquées ne trouvèrent pas preneur et que survint ce qu'on appelle une crise commerciale. Les usines durent arrêter le travail ; les fabricants firent faillite et les ouvriers furent condamnés à la famine. Il en résulta partout une grande misère. Au bout de quelque temps, les produits superflus vendus,

les usines commencèrent de nouveau à travailler, les salaires augmentèrent et, peu à peu, les affaires marchèrent mieux que jamais. Mais pas pour longtemps, car, de nouveau, on produisit trop de marchandises et une nouvelle crise se produisit, qui prit exactement le même cours que la précédente. C'est ainsi que, depuis le début de ce siècle, l'état de l'industrie a constamment oscillé entre des périodes de prospérité et des périodes de crise, et presque régulièrement, tous les cinq ou sept ans, une crise semblable s'est produite, entraînant chaque fois une grande misère pour les ouvriers, une agitation révolutionnaire générale, et un extrême danger pour tout le régime existant.

XIII. Quelles sont les conséquences de ces crises commerciales se reproduisant à intervalles réguliers?

La première, c'est que la grande industrie, quoiqu'elle ait elle-même, au cours de sa première période de développement, créé la libre concurrence, ne s'accommode déjà plus maintenant de la libre concurrence; que la concurrence et, d'une façon générale, l'exercice de la production industrielle par des personnes isolées sont devenus pour elle une entrave qu'elle doit rompre et qu'elle rompra; que la grande industrie, tant qu'elle sera exercée sur la base actuelle, ne peut subsister sans conduire, tous les cinq ou sept ans, à un chaos général, chaos qui met chaque fois en danger toute la civilisation, et non seulement précipite dans la misère les prolétaires, mais encore ruine une grande quantité de bourgeois; que, par conséquent, la grande industrie ou bien se détruira elle-même, ce qui est une impossibilité absolue, ou bien aboutira à une organisation complètement nouvelle de la société, dans laquelle la production industrielle ne sera plus dirigée par quelques fabricants se faisant concurrence les uns aux autres, mais par la société tout entière, d'après un plan déterminé et conformément aux besoins de tous les membres de la société.

Deuxièmement, la grande industrie et l'extension de la production à l'infini qu'elle rend possible permettent l'avènement d'un régime social dans lequel on produira une telle quantité de moyens de subsistance que chaque membre de la société aura désormais la possibilité de développer et d'employer librement ses forces et ses facultés particulières; de telle sorte que cette même propriété de la grande industrie qui, dans la société actuelle, crée la misère et toutes les crises commerciales, supprimera dans une autre organisation sociale cette misère et ces crises.

Il est donc clairement prouvé :

1) qu'aujourd'hui tous ces maux n'ont leur cause que dans un ordre social qui ne répond plus aux nécessités;

2) que les moyens existent dès maintenant de supprimer complètement ces maux par la construction d'un nouvel ordre social.

En 1938, dans le programme de la Quatrième Internationale baptisé Programme de transition, Léon Trotsky, neuf après l'éclatement de la crise de 1929 et à la veille de la guerre mondiale dans laquelle celle-ci avait entraîné le monde, donnait quelques perspectives de lutte au prolétariat.

Trotsky, extraits du Programme de transition

Le « secret commercial » et le contrôle ouvrier sur l'industrie

Le capitalisme libéral, fondé sur la concurrence et la liberté du commerce, a disparu bien loin dans le passé. Le capitalisme monopoliste, qui l'a remplacé sur la scène, non seulement n'a pas réduit l'anarchie du marché, mais lui a donné, au contraire, un caractère particulièrement convulsif. La nécessité d'un « contrôle » sur l'économie, d'une « direction » étatique, d'une « planification » est maintenant reconnue - au moins en paroles - par presque tous les courants de la pensée bourgeoise et petite-bourgeoise, du fascisme à la social-démocratie. Pour les fascistes, il s'agit surtout d'un pillage « planifié » du peuple à des fins militaires. Les sociaux-démocrates cherchent à vider l'océan de l'anarchie avec la cuillère d'une « planification » bureaucratique. Les ingénieurs et les professeurs écrivent des articles sur la « technocratie ». Les gouvernements démocratiques se heurtent, dans leurs tentatives poltronnes de « réglementation », au sabotage insurmontable du grand capital.

Le véritable rapport entre exploiters et « contrôleurs » démocratiques est caractérisé de la meilleure façon par le fait que messieurs les « réformateurs », saisis d'une sainte émotion, s'arrêtent au seuil des trusts, avec leurs « secrets » industriels et commerciaux. Ici règne le principe de la « non-intervention ». Les comptes entre le capitaliste isolé et la société constitue un secret du capitaliste : la société n'a rien à y voir. Le « secret » commercial est toujours justifié, comme à l'époque du capitalisme libéral, par les exigences de la « concurrence ». En fait, les trusts n'ont pas de secrets l'un pour l'autre. Le secret commercial, à

l'époque actuelle, est un complot constant du capital monopoliste contre la société. Les projets de limitation de l'absolutisme de « patrons de droit divin » restent de lamentables farces tant que les propriétaires privés de moyens sociaux de production peuvent cacher aux producteurs et aux consommateurs les machinations de l'exploitation, du pillage, de la tromperie. L'abolition du « secret commercial » est le premier pas vers un véritable contrôle de l'industrie.

Les ouvriers n'ont pas moins de droits que les capitalistes à connaître les « secrets » de l'entreprise, du trust, de la branche d'industrie, de l'économie nationale toute entière. Les banques, l'industrie lourde et les transports centralisés doivent être placés les premiers sous la cloche d'observation.

Les premières tâches du contrôle ouvrier consistent à éclairer quels sont les revenus et les dépenses de la société, à commencer par l'entreprise isolée; à déterminer la véritable part du capitaliste individuel et de l'ensemble des exploiters dans le revenu national; à dévoiler les combinaisons de coulisses et les escroqueries des banques et des trusts; à révéler enfin, devant toute la société, le gaspillage effroyable de travail humain qui est le résultat de l'anarchie capitaliste et de la pure chasse au profit.

Aucun fonctionnaire de l'État bourgeois ne peut mener à bien ce travail, quels que soient les pouvoirs dont on veuille l'investir. Le monde entier a observé l'impuissance du président Roosevelt et du président du conseil Léon Blum en face du complot des « 60 » ou des « 200 familles ». Pour briser la résistance des exploiters, il faut la pression du prolétariat. Les comités d'usine, et seulement eux, peuvent assurer un véritable contrôle sur la

production, en faisant appel - en tant que conseillers et non comme « technocrates » - aux spécialistes honnêtes et dévoués au peuple : comptables, statisticiens, ingénieurs, savants, etc.

En particulier, la lutte contre le chômage est inconcevable sans une organisation large et hardie de **grands travaux publics**. Mais les grands travaux ne peuvent avoir une importance durable et progressiste, tant pour la société que pour les chômeurs eux-mêmes, que s'ils font partie d'un plan général, conçu pour un certain nombre d'années. Dans le cadre d'un tel plan, les ouvriers revendiqueront la reprise du travail, au compte de la société, dans les entreprises privées fermées par suite de la crise. Le contrôle ouvrier fera place, dans ces cas, à une administration directe par les ouvriers.

L'élaboration d'un plan économique, même le plus élémentaire - du point de vue des intérêts des travailleurs, et non de ceux des exploités - est inconcevable sans contrôle ouvrier, sans que les ouvriers plongent leurs regards dans tous les ressorts apparents et cachés de l'économie capitaliste. Les comités des diverses entreprises doivent élire, à des conférences correspondantes, des comités de trusts, de branches d'industrie, de régions économiques, enfin de toute l'industrie nationale dans son ensemble. Ainsi, le contrôle ouvrier deviendra l'« **école de l'économie planifiée** ». Quand l'heure aura sonné, le prolétariat par l'expérience du contrôle se préparera à diriger directement l'industrie nationalisée.

Aux capitalistes, surtout de petite et moyenne taille, qui proposent parfois eux-mêmes d'ouvrir leurs livres de comptes devant les ouvriers - surtout pour leur démontrer la nécessité de diminuer les salaires - les ouvriers répondent que ce qui les intéresse, ce n'est pas la comptabilité de banqueroutiers ou de semi-banqueroutiers isolés, mais la comptabilité de tous les exploités. Les ouvriers ne peuvent ni ne veulent adapter leur niveau de vie aux intérêts de capitalistes isolés devenus victimes de leur propre régime. La tâche consiste à reconstruire tout le système de production et de répartition sur des principes plus rationnels et plus dignes. Si l'abolition du se-

cret commercial est la condition nécessaire du contrôle ouvrier, ce contrôle est le premier pas dans la voie de la direction socialiste de l'économie.

L'expropriation de certains groupes de capitalistes

Le programme socialiste de l'expropriation, c'est-à-dire du renversement politique de la bourgeoisie et de la liquidation de sa domination économique, ne doit en aucun cas nous empêcher, dans la présente période de transition, de revendiquer, lorsque l'occasion s'en offre, l'expropriation de certaines branches de l'industrie parmi les plus importantes pour l'existence nationale ou de certains groupes de la bourgeoisie parmi les plus parasitaires.

Ainsi, aux prêches geignards de messieurs les démocrates sur la dictature des « 60 familles » aux États-Unis ou des « 200 familles » en France, nous opposons la revendication de l'expropriation de ces 60 ou 200 féodaux capitalistes.

Exactement de même, nous revendiquons l'expropriation des compagnies monopolistes de l'industrie de guerre, des chemins de fer, des plus importantes sources de matières premières, etc.

La différence entre ces revendications et le mot d'ordre réformiste bien vague de « nationalisation » consiste en ce que :

- 1) Nous repoussons le *rachat* ;
- 2) Nous prévenons les masses contre les charlatans du front populaire qui, proposant la nationalisation en paroles, restent en fait les agents du capital ;
- 3) Nous appelons les masses à ne compter que sur leur propre force révolutionnaire ;
- 4) Nous relions le problème de l'expropriation à celui du pouvoir des ouvriers et des paysans.

La nécessité de lancer le mot d'ordre de l'expropriation dans l'*agitation* quotidienne, par conséquent d'une manière fractionnée, et non pas seulement d'un point de vue *propagandiste*, sous sa forme générale, découle du fait que les diverses branches de l'industrie se

trouvent à divers niveaux de développement, occupent des places différentes dans la vie de la société et passent par divers stades de la lutte des classes. Seule, la montée révolutionnaire générale du prolétariat peut mettre l'expropriation générale de la bourgeoisie à l'ordre du jour. L'objet des revendications transitoires est de préparer le prolétariat à résoudre ce problème.

L'expropriation des banques privées et l'étatisation du système de crédit

L'impérialisme signifie la domination du *capital financier*. A côté des consortiums et des trusts, et souvent au-dessus d'eux, les *banques* concentrent dans leurs mains le commandement réel de l'économie. Dans leur structure, les banques reflètent, sous une forme concentrée, toute la structure du capitalisme contemporain : elles combinent les tendances du *monopole* aux tendances de *l'anarchie*. Elles organisent des miracles de technique, des entreprises gigantesques, des trusts puissants; et elles organisent aussi la vie chère, les crises et le chômage. Impossible de faire un seul pas sérieux dans la lutte contre le despotisme des monopoles et l'anarchie capitaliste, qui se complètent l'un l'autre dans leur œuvre de destruction, si on laisse les leviers de commande des banques dans les mains des rapaces capitalistes.

Afin de réaliser un système unique d'investissement et de crédit, selon un plan rationnel qui corresponde aux intérêts du peuple tout entier, il faut fusionner toutes les banques dans une institution nationale unique. Seules, l'expropriation des banques privées et la concentration de tout le système de crédit entre les mains de l'État mettront à la disposition de celui-ci les moyens nécessaires réels, c'est-à-dire matériels et non pas seulement fictifs et bureaucratiques, pour la planification économique.

L'expropriation des banques ne signifie en aucun cas l'expropriation des petits dépôts bancaires. Au contraire : pour les petits déposants, la **banque d'État unique** pourra créer des conditions plus favorables que dans les

banques privées. De la même façon, seule, la banque d'État pourra établir pour les fermiers, les artisans et les petits commerçants des conditions de crédit privilégiées, c'est-à-dire à bon marché. Néanmoins, plus important encore est le fait que toute l'économie, avant tout l'industrie lourde et les transports, dirigée par un état-major financier unique, servira les intérêts vitaux des ouvriers et de tous les autres travailleurs.

Cependant, l'**étatisation des banques** ne donnera ces résultats favorables que si le pouvoir d'État lui-même passe entièrement des mains des exploités aux mains des travailleurs.